Y a-t-il des tribus dans l'urne ?

Sociologie d'une énigme électorale (Algérie)

*Are There Tribes in the Ballot-Box?. The Sociology of an Electoral Enigma
(Algeria)*

Mohammed Hachemaoui

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafraicaines/16975>

DOI : 10.4000/etudesafraicaines.16975

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2012

Pagination : 103-163

ISBN : 978-2-7132-2348-8

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Mohammed Hachemaoui, « Y a-t-il des tribus dans l'urne ? », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 205 | 2012, mis en ligne le 03 avril 2014, consulté le 03 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafraicaines/16975> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafraicaines.16975>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2021.

© Cahiers d'Études africaines

Y a-t-il des tribus dans l'urne ?

Sociologie d'une énigme électorale (Algérie)

Are There Tribes in the Ballot-Box?. The Sociology of an Electoral Enigma (Algeria)

Mohammed Hachemaoui

- 1 La problématique État *versus* société, prédominante en théorie sociale, occupe une place de choix dans l'étude des polites d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Les travaux consacrés à la question, nombreux, balancent pour l'essentiel entre deux approches standards : l'une tournée vers la société, l'autre centrée sur l'État. La première propose, à travers des concepts tels que la classe dirigeante, l'hégémonie ou le consensus des normes, un cadre unitaire dans lequel elle englobe les diverses composantes de la société. La seconde, focalisée sur les positions de *leadership*, avance l'assomption selon laquelle l'État parvient, en tant qu'appareil suffisamment fort et autonome, à façonner la société. Les deux approches ont l'élégance des théories nomothétiques ; elles ne pèchent pas moins par réification : l'une et l'autre ont en commun d'appréhender l'État et la société comme des entités intrinsèques, imperméables, holistes, dotées par surcroît d'une subjectivité (Mitchell 1991). Les entreprises qui s'emploient à désagréger l'État et la société en analysant les différents acteurs et niveaux d'interaction sont encore rares (Bayart 1989 ; Boone 2003 ; Gupta 1995 ; Scott 1985, 1990 ; Vitalis 1994 ; Wedeen 1999).
- 2 Les études de science politique portant sur l'Algérie contemporaine ne paraissent pas trop s'écarter de ce tableau ; préférant plus ordinairement les analyses par le haut, les modèles systémiques et les données agrégées s'intéressent rarement, sinon de façon superfétatoire, aux « profondeurs du politique »¹. Les analyses anthropologiques, attirées le plus souvent par « the small, the simple, the elementary, the "face-to-face" » (Appadurai 1986 : 357), tendent en revanche, sinon à tourner le dos au système de gouvernement, du moins à représenter la société locale comme l'antithèse politique de l'État. Les travaux qui tentent de faire se lier les différents niveaux dans un même mouvement d'analyse opèrent fréquemment un coup de force interprétatif en transposant le macro sur le micro ou, inversement, en extrapolant celui-ci sur celui-là.

- 3 L'examen de la question tribu-État, qui représente l'une des principales « *theoretical metonyms* » dans l'anthropologie des sociétés du Moyen-Orient (Abu-Lughod 1989), est un bon exercice pour rompre avec ces « manies universitaires » : il permet d'observer les logiques de solidarité et les stratégies de mobilisation par-delà les réifications attendues, de reconstituer les réseaux de clientèles entre le centre et la périphérie, d'analyser, par-delà les assomptions consacrées, le fonctionnement politique *in concreto* du régime autoritaire². Or le pays enregistre ces dernières années une multiplication de manifestations relevant *prima facie* du « fait tribal » : contestation radicale se donnant le nom de « mouvement des *arûsh* [tribus] » en Kabylie en 2001/2002 ; affrontements sanglants, en juin 2006, entre deux groupes tribaux à la limite départementale entre les Wilayas de Djelfa et Laghouat, à quelque trois cents cinquante kilomètres au sud d'Alger ; adoption d'un « code tribal » à Khenchela dans l'Aurès en août 2008 ; conflits meurtriers dans la vallée du Mzab entre membres de la tribu des Sha'anba et ceux de la communauté berbère ibadite en 1985, 1990, 2008 et 2009 ; accueils fastueux réservés par les notables des « tribus » des différentes régions du pays à chacune des visites (pré)électorales du *raïs* entre 2003 et 2004 ; rivalités « tribales » autour des législatives de 1997 et 2002, etc.
- 4 Ici surgit l'énigme : pourquoi après plus d'un siècle chargé de ruptures allant de l'écroulement du *makhzen* turc à la colonisation de peuplement, de la désagrégation de la tribu à la dépossession foncière, de la domination coloniale au triomphe du nationalisme, du socialisme à l'islamisme, le fait tribal s'avère-t-il aussi prévalent dans l'Algérie de Bouteflika ? Comment expliquer la « résurgence » de ce tribalisme dans un pays qui a subi la déstructuration communautaire de beaucoup la plus profonde d'Afrique du Nord ? Avons-nous affaire à une tenace rémanence du tribal ou au réveil d'un tribalisme dormant ?
- 5 Le problème posé par les rapports État *versus* communautés de base a donné lieu, dans la région, à deux interprétations opposées. L'une, défendue par Ernest Gellner — dans les pas d'Ibn Khaldun —, souligne le fondement tribal de l'État, la faiblesse de la société civile et la force de la culture tribale comme idiome de mobilisations des groupes³. John Waterbury (1975), appliquant la théorie du lignage segmentaire à la vie politique, reprend cette ligne d'analyse en filigrane de sa thèse sur la monarchie marocaine. L'autre interprétation, posée par Daniel Lerner (1958), postule que la « modernisation » en cours dans les États du Moyen-Orient — lesquels auraient le choix entre « La Mecque et la mécanisation » — consacre le déclin de la « société traditionnelle ». Elbaki Hermassi (1972), un des représentants de l'école de la modernisation au Maghreb, estime que la colonisation a provoqué une « *tabula rasa* » culturelle sur laquelle la « modernité » peut désormais éclore. Les deux cadres d'interprétation, pour aussi opposés qu'ils soient, ont en commun de pêcher par réductionnisme : le premier par essentialisme ; le second par *self fulfilling prophecies* ; le politique accusant, dans l'une et l'autre lectures, un déficit d'historicité.
- 6 Les élections peuvent, sous certaines conditions, constituer une entrée pour appréhender ce problème. La politique électorale des régimes autoritaires demeure toutefois, en dépit même de quelques incursions, un objet d'étude marginal, les politistes considérant ce type de scrutins comme « sans choix », donc sans « intérêt heuristique » (Hermet, Rouquié & Linz 1978 ; Hachemaoui 2004 ; Schedler 2006).
- 7 La méthode quantitative, qui tente de combler ce déficit, est aussi fiable que les résultats électoraux officiels et les sondages sur lesquels elle s'appuie⁴ ; l'analyse des

discours partisans, indifférente à la *real politics*, n'est pas non plus d'un grand secours, s'agissant de la compréhension du problème qui nous occupe. En effet, deux pièges guettent l'analyse des « élections sans la démocratie » : le premier, mettant en avant le rôle prépondérant de la fraude électorale, dénie tout intérêt à l'objet même de la politique électorale ; le second, éludant le contrôle exercé en amont et en aval des élections par les appareils spécialisés du régime autoritaire, prend au pied de la lettre les résultats des scrutins. L'approche que je propose ici, pour dépasser ces écueils, se déploie sur deux axes : l'inscription des élections dans le cadre du dispositif autoritaire et l'analyse des pratiques politiques quotidiennes qui s'opèrent derrière le rideau de la scène formelle. Là où la prise en compte du dispositif autoritaire invite à révoquer en doute la véracité des résultats électoraux, la compréhension des élections à travers l'analyse qualitative du jeu social (qui s'opère en creux du jeu politique) permet de projeter la lumière sur les logiques souterraines qui innervent la polité — sans préjuger ni du taux de participation, ni des résultats.

- 8 L'enquête ethnographique, qui a guidé cette recherche, privilégie — pardelà l'entretien — l'immersion, l'imprégnation, l'observation participante, les procédés de recension et la collecte des ressources écrites (Olivier de Sardan 1995 ; Wedeen 2009). Si l'intérêt des politologues pour l'anthropologie semble, à quelques exceptions près, se fixer sur l'œuvre de Clifford Geertz (Wedeen 2002), l'approche suivie ici se veut, elle, post-geertzienne : alors que le concept de « culture politique » employé par les politistes présuppose une stabilité et une cohérence, au demeurant improbables empiriquement, la conceptualisation de la culture adoptée dans cette recherche se veut, elle, plus attentive aux contingences historiques, au politique, à l'asymétrie sociale et à la domination politique (Asad 1993 ; Wedeen 2002). Appréhender la culture dans cette perspective revient à saisir le rapport dialectique entre les pratiques et les systèmes de signification des acteurs (Wedeen 2002). Je m'efforcerai, sous cette perspective, de montrer ce qui suit : comment opèrent le langage et les symboles pour produire des effets politiques observables ? Pourquoi certaines idéologies sont-elles plus efficaces que d'autres ? Comment s'établissent les identifications politiques ? La procédure interprétative vise : l'appréhension de la relation dialectique entre pratiques et systèmes de signification des acteurs ; l'observation des tensions et des conflits qui innervent les arènes locales de l'intérieur ; l'analyse du jeu social, soit la distribution du pouvoir au sein de la société locale ; l'étude des formes d'imbrication de l'État dans la politique locale quotidienne (Hachemaoui 2003).
- 9 Je propose d'appréhender le puzzle tribu/politique à l'aune du terrain de Tébessa. Quatre considérations heuristiques gouvernent le choix de ce site. La première est inhérente au fait tribal : Tébessa est un *bled* anciennement tribal ; la deuxième est immanente au pouvoir d'État : Tébessa est l'angle droit du fameux triangle du « BTS » (Batna/Tébessa/Souk Ahras) dans lequel se recrutait une bonne partie de l'élite dirigeante des années 1980 et 1990 ; la troisième est liée à l'intensité du jeu social : aucun parti politique, pas même la machine électorale du régime qui s'octroie ailleurs la majorité des bulletins, n'est parvenu, depuis le retour aux élections législatives en 1997, à obtenir, dans la circonscription de Tébessa qui comprend 350 000 électeurs, plus de deux sièges sur les sept dont elle dispose ; la quatrième considération est afférente à l'économie de l'arène locale : Tébessa est devenue une place forte du blanchiment de l'argent des circuits de la contrebande en Algérie. L'enquête s'est déroulée sur plusieurs séjours de recherche, d'une durée de deux à trois semaines, entrepris entre 2002, 2003 et 2004. Le matériau constitué comprend des sources de première main et des

documents inédits (des entretiens qualitatifs avec candidats, élus, notables, fonctionnaires, militants, financiers et cadres de partis ; l'observation directe de *meetings*, réunions partisans à huis clos et autres festins ; sources écrites (documents de travail des appareils partisans locaux, rapports confidentiels d'institutions de l'État, publications d'acteurs locaux, tracts) (Hachemaoui 2004).

- 10 Une double thèse commande l'économie de l'argument. La perspective interprétative, prenant le contre-pied des assumptions véhiculées par les paradigmes dominants, entend démontrer, d'abord, la prégnance du « tribalisme sans tribu ». L'analyse, allant au-delà des métonymies théoriques, s'emploie à montrer, ensuite, la prévalence du « clientélisme politique » et de la « corruption électorale » ; l'« hybridation » des trois répertoires présidant à la fabrique du politique. Trois étapes jalonnent la trajectoire interprétative : (i) une revue critique des principales approches ayant traité la problématique État-tribu dans la région ; (ii) une sociologie historique des rapports de l'État aux tribus de Tébessa entre le *makhzen* turc et la guerre d'indépendance en passant par la colonisation ; (iii) une ethnographie de l'arène politique locale entre les élections législatives de 2002 et le scrutin présidentiel de 2004.

Récit no 1. Tébessa, le mardi 28 mai 2002 : le commissaire [*muhâfedh*] du FLN⁵. « Le candidat tête de liste RND est un 'Alwâni ; c'est donc pour casser le RND que j'ai placé un Alwani en tête de la liste FLN. Le deuxième du FLN est un 'Abidi : c'est aussi pour casser la liste LG⁶ que j'ai mis Najib Aïssat en deuxième position. Nasser [le frère de Najib Aïssat] a ramené et payé les Brârsha mécontents. Il leur a fait la promesse qu'il allait les placer en têtes des listes FLN pour les élections locales [du mois d'octobre] [...]. Le 'arsh [la tribu] des Brârsha était mécontent au début parce qu'il n'était pas représenté en tête de la liste FLN, alors que c'est la règle depuis toujours ; c'est la fraction la plus forte de la [confédération tribale] des Nememsha, c'est pourquoi, les partis le mettent souvent en tête de leurs listes, qu'ils soient nationalistes ou islamistes [...]. Les manipulateurs ont exploité le mécontentement des Brârsha et ont poussé des gens à venir attaquer le siège départemental du FLN à coup de matraques ; ils ont voulu l'investir de force [...]. Ce fut l'état de siège pendant quelques jours [rires]. »

Récit no 2. Tébessa, le 9 novembre 1894 : extrait d'un rapport du Cercle militaire. « Le 9 novembre, dès l'agonie du caïd des Alaouna, Brahim Nacib, connue, plusieurs Alaouna se réunissent dans la tente du cheikh des Oulad Saad, le Hadj Saad, et organisent une manifestation [...]. Les manifestants [...] envahissent la cour du commandant supérieur en criant et en gesticulant, cherchant à forcer sa porte [...]. [L]'idée fixe de chacun était d'obtenir la nomination d'un caïd choisi dans la tribu [...]. Si nous leur donnions un homme de la tribu pour caïd, tout le monde serait satisfait, même l'autorité [...] ».(cit dans Estabt 1991 : 52)

- 11 Pourquoi, en dpit de plus de cent ans d'histoire qui sparent le premier rcit du second, les deux situations paraissent-elles aussi peu dissemblables ? Entre les deux contextes historiques, un sicle charg de ruptures violentes s'est pourtant cou : de l'effondrement du Beylik la conqute, de la dsagrgation de la tribu la colonisation de peuplement, de la domination coloniale au triomphe du nationalisme, du socialisme l'islamisme, du « *strong state* » au « *collapsed state* », de l're de l'idologie au rgne de la marchandisation, etc. Bref, un sicle qui, par ses mues traumatiques, a branl les communauts, les institutions, les structures et les normes. Mais si tel est bien le cas, comment expliquer alors, qu'en contexte lectoral tout au moins, les « solidarits tribales » se rvlent, aujourd'hui, aussi prgnantes dans l'arne de Tbessa ? En d'autres termes, pourquoi aprs plus d'un sicle de dstructuration communautaire, les partis politiques en viennent-ils, en ce dbut du ^{XXI}^e sicle, tablir leurs listes de

candidats à l'aune des rivalités tribales ? Y a-t-il des tribus dans l'urne ? Avons-nous affaire à une tenace rémanence du tribal ou à une « tradition inventée » (Hobsbawm & Ranger 1992) ?

- 12 Le commissaire du FLN avance, dans son récit justifiant le classement des candidats sur la liste présentée par son parti, des impératifs liés aux rivalités entre fractions tribales. Qu'en est-il au juste ? Y a-t-il, par-delà les effets de langage, des tribus dans l'arène ? Si tel est le cas, comment opèrent la rhétorique et la symbolique tribales pour produire des identifications politiques ? Comment se présente la toile de fond tribale de la figuration sociale de Tébessa aujourd'hui ?
- 13 Dans cette région de l'Algérie, les « tribus », appelées localement les *'arûsh*⁷, font l'objet d'un savoir pratique particulièrement répandu : des cercles de notables aux rangées de chômeurs, des routiers aux néophytes de la politique locale, des bureaucrates aux contrebandiers, chacun connaît la « cartographie tribale » de la région, fut-ce dans ses lignes les plus élémentaires. Le modèle indigène, dont le discours social a été retranscrit par les officiers des « Bureaux arabes », est également repris dans les rapports confidentiels de l'antenne locale des services de la police politique ; nous y reviendrons. Le *native model*, opérant une première ligne de démarcation, distingue entre deux « collèges » : le premier, pour reprendre les catégories émiques, celui des « *'arûsh* majoritaires » ; le second, celui des « *'arûch* minoritaires ». Si ces « collèges » sont symboliques et ne forment aucunement des blocs tribaux, ils ne sont pas moins l'expression d'une distinction discriminante : « L'action symbolique est un fait social » (Sahlins 1989 : 157). Au sein du « deuxième collège », on rencontre toutes les tribus dites minoritaires, à l'instar des Awlâd M'lûl, Shawiyya, H'râkta, Frashîsh, etc. Le « premier collège », celui des « tribus majoritaires », engloberait — toujours selon ce modèle — plus de 85 % de la population locale, et enregistre, quant à lui, une sorte de hiérarchisation. Cet agencement interne classe les tribus selon l'importance de leur poids démographique dans la figuration sociale, qui se présente selon l'ordre suivant : 1. la tribu des Nememsha, 2. la tribu des Awlâd Yahia, 3. la tribu des Awlâd 'Abid.
- 14 La troisième ligne de clivage de cette carte est propre à la plus grande confédération tribale de Tébessa : celle des Nememsha. Elle introduit une coupe verticale subdivisant la tribu en deux fractions rivales, les Brârsha et les 'Alâwna, entre lesquelles se joue, depuis au moins le XIX^e siècle, une intense rivalité qui a pour enjeu l'exercice du *leadership* politique sur le *'arsh*, quand ce n'est pas sur le « *bled* Tébessa » dans son ensemble. Cette « concurrence fractionnelle » est si fortement prégnante qu'elle a achevé de reléguer au second plan l'appartenance des deux fractions à la tribu-mère des Nememsha.
- 15 Le quatrième niveau de différenciation que dégage le *folk model* fait déplacer l'observation de la surface de la toile tribale aux profondeurs de celle-ci, en y introduisant des coupes plongeantes au sein de chacune de ses tribus, qu'elles se rangent indifféremment dans le « premier collège » ou dans le second. L'observation à partir de cette focale nous livre la composante fractionnelle interne de chaque tribu. Le *'arsh*, loin d'être un « habitus » (Bourdieu 1972 ; Hammoudi 2007), apparaît davantage plutôt comme un discours social dont l'intelligibilité varie selon les acteurs, les situations et les enjeux de l'interaction.
- 16 L'ambivalence et l'ambiguïté de l'identification tribale nous presse d'interroger l'objet lui-même : y a-t-il à proprement parler des tribus dans l'arène qui nous occupe ? Que les individus et les groupes se réclament à cor et à cri de tel ou tel *'arsh*, de telle ou telle

fraction tribale, n'est, à y bien voir, en rien la preuve de l'existence de tribus. Aussi devons-nous prendre garde au piège que renferment les performances discursives indigènes : celui de la fiction d'une « société tribale ».

Tribus et formation de l'État

- 17 Si certains sujets s'épuisent une fois défrichés, d'autres exigent à l'inverse d'être régulièrement revisités. La problématique des rapports tribus *versus* États appartient à cette deuxième catégorie. L'articulation des tribus à l'État soulève il est vrai d'innombrables questions théoriques. Qui, de « la tribu » ou de « l'État », est le précurseur de l'autre ? Quel rôle joue « la tribu » dans le processus de « *state formation* » ? Quelle est l'implication de l'État dans la « formation de la tribu » ? Trois principales approches se laissent distinguer parmi les travaux consacrés à l'examen de cette problématique dans la région : l'analyse marxiste, la théorie d'Ibn Khaldûn et le modèle du lignage segmentaire.

Le modèle marxiste

- 18 La tribu est appréhendée, dans le cadre épistémique du « matérialisme historique », à la lumière des « modes de production » (Marx & Engels 1968)^a. La « division du travail », en s'introduisant, favorise une « distribution inégale de la richesse », laquelle se traduit par des inégalités économiques et sociales parmi les segments ou entre l'élite et le reste de la tribu. Une « structure de classe », travaillée par des conflits politiques, s'instaure dans le sillage de l'« exploitation ». L'État, loin d'être le gardien de l'intérêt général, devient l'instrument par lequel la classe qui détient les « forces productives matérielles » s'emploie à réaliser ses intérêts. L'idéologie, expression de l'intérêt de la classe dominante, est ce processus de formation des illusions devant opérer la distorsion de la réalité des rapports sociaux.
- 19 Les analyses marxistes des sociétés tribales ne sont pas très répandues dans la littérature anthropologique consacrée à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. L'ethnographie de la tribu des Bakhtiyari d'Iran faite par Jean-Pierre Digard (1973) est un exemple archétypique de ce type d'analyse. Son étude montre comment l'adaptation des populations aux conditions écologiques locales favorise une division sociale du travail à l'intérieur de la tribu elle-même mais aussi entre les différentes ethnies du massif du Zagros ; les inégalités d'accès aux ressources assurant la reproduction du rapport entre nomades et sédentaires. Digard s'applique à montrer dans un deuxième temps comment le pouvoir politique est réparti entre les divers « niveaux de la segmentation », du sommet à la base de la « pyramide » : successivement par les *il-khan*, *kalantar*, *katkoda*, *rish-safid*. La mise en place de l'« appareil politique centralisé » des Bakhtiyari obéit à la « nécessité d'organisation et de contrôle d'un territoire occupé par une population nomade nombreuse ». La « suprématie politique » des *il-khan*, dont le principe s'établit chez les Bakhtiyari à partir de 1700, répond à la nécessité d'organiser et de contrôler l'occupation de l'espace ; celle-ci se soldant par l'accumulation de grandes fortunes foncières non plus seulement à l'extérieur mais également à l'intérieur du territoire de la tribu. Les *il-khan*, pour asseoir leur contrôle sur l'ensemble tribal, mettent en place un « appareil hiérarchisé », forment une « armée » et s'entourent d'un « corps de serviteurs » plus ou moins spécialisés. Aussi, la chefferie,

cessant d'émaner de la base, devient-elle « l'appareil du pouvoir central tribal ». Arrivé à ce stade de l'argument, Digard opère une connexion entre, d'une part, le problème de la formation d'une structure de classe à l'intérieur de la société tribale, et de l'autre, les relations de la tribu avec l'État. L'élite des Bakhtiyari, jouant de son rôle de « seul interlocuteur reconnu par le pouvoir central », « légitime » et « renforce » la domination tribale que la division du travail lui a permis d'établir.

- 20 Talal Asad (1970) va un peu plus loin dans son étude d'une tribu nomade du nord du Soudan. Le problème qui occupe l'auteur de *The Kababish Arabs* est le suivant : comment l'élite politique est parvenue à maintenir sa domination sur les Kababish ? Asad, estimant que ni le consentement ni la coercition ne sont opératoires chez les Kababish, rejette le modèle « fonctionnaliste » et « consensuel » du politique (Fortes & Evans-Pritchard 1940 ; Swartz, Turner & Tuden 1967). Pour lui, la domination de l'élite sur l'ensemble de la tribu qu'il étudie n'est fondée ni sur l'exercice de la « répression » ni sur le « consentement » ; elle est davantage liée au contrôle des « moyens de l'administration » et au « monopole du pouvoir politique et de l'autorité » détenu par le lignage des Awlâd Fadlallah ; ce dernier excluant la masse des sujets kababish de la sphère de décision (la *dikka*). L'apport de l'étude ethnographique de Talal Asad à l'analyse marxiste réside dans la prise en compte du rôle, négligé, de l'idéologie dans la perpétuation de la structure d'inégalité ; la « légitimation » — saisie ici dans une acception weberienne — impliquant, bien plus que l'opération de justification, la « conceptualisation de ce que l'ordre doit être “réellement” ».
- 21 L'analyse marxiste est confrontée ici à quelques dilemmes empiriques (Caton 1991). Jusqu'à quel point peut-on affirmer, par-delà la constatation des écarts économiques, que les inégalités sont indicatives d'une structure de classe ? L'élucidation de ce problème dépend en partie de la réponse que l'on apportera aux questions suivantes. Dans quelle mesure, le groupe économiquement prédominant détient-il les moyens de production sans être forcément directement impliqué dans le processus de cette production ? Le groupe économiquement dominant exploite-t-il réellement les groupes dominés ? Plusieurs travaux montrent pourtant l'existence, à l'intérieur des « sociétés tribales » du Moyen-Orient, de deux modes de production distincts : l'un, pastoral, propre à l'échelle inférieure de la tribu ; l'autre, fondé sur la possession des moyens de la production agricole et la collecte des revenus des propriétés urbaines, afférant aux élites tribales (Équipe écologie et anthropologie des sociétés pastorales 1979). Le soutien apporté par le pouvoir central au lignage dominant est, comme le souligne Philip Salzman (1979a : 433) dans sa critique de l'ethnographie de Talal Asad, un facteur qui dissuade tous ceux qui poursuivraient un projet politique autre que celui de l'élite. Inférer par ailleurs l'« exploitation » des sujets tribaux par leur élite à partir de l'observation des inégalités économiques procède d'une mésinterprétation : l'argument ne postule pas l'existence d'un « consentement » au sujet du *leadership* tribal ; il suggère que le monopole élitaire n'est pas, *per se*, une préoccupation majeure des hommes de la tribu (*ibid.* 1979b : 433). Souligner, enfin, l'importance de l'idéologie dans la légitimation du monopole de pouvoir de l'élite ne suffit pas ; il convient de restituer son lien avec les pratiques des acteurs et leurs systèmes de signification.

La théorie d'Ibn Khaldûn

- 22 L'œuvre d'Ibn Khaldûn (2002), dont l'objet porte sur les lois qui gouvernent la société et le processus de formation des États, occupe à bien des égards le rang d'un *opus*

classicum ; les paradigmes et concepts fondamentaux qu'elle recèle ayant exercé une influence directe ou indirecte sur nombre d'historiens, d'anthropologues et de sociologues modernes (Al-Azmeh 1981 ; Gellner 1993, 1995). Le fondateur de la science du *'umrân* (civilisation) y élabore il est vrai des analyses lumineuses sur la société, le pouvoir et l'État (Al-Azmeh 1990 ; Cheddadi 2006 ; Martinez-Gros 2006).

- 23 L'auteur de la *Muqaddima* fonde sa théorie sur un double énoncé : la « nécessité », pour l'homme, de la sociabilité (*al-ijtimâ'*) et du pouvoir (*almulk*). En faisant l'équivalence de cette proposition avec celle héritée de la tradition philosophique gréco-arabe selon laquelle « l'homme est politique par nature », il affirme que la société est « indispensable » à l'être humain. Ibn Khaldûn distingue, en théoricien de l'ordre social, deux formes constitutives de société entre lesquelles oscille la civilisation : la *badâwa* (la société bédouine) et la *hadâra* (la société urbaine). Là où les bédouins, se consacrant à l'agriculture ou à l'élevage, vivent dans les campagnes en se contentant du « nécessaire », les citadins, se livrant au commerce et aux industries, s'établissent dans les cités où ils y recherchent le « superflu » ; tandis que les premiers, animés par une solidarité naturelle fondée sur les liens de sang, assurent eux-mêmes leur protection, les seconds, aspirant à la « tranquillité et au repos », délèguent, à l'abri des remparts, les charges de la guerre à un corps de techniciens du combat ou à des mercenaires. Campagne et ville constituent deux modèles de la civilisation qui peuvent mener l'un à l'autre ; ces configurations étant de surcroît appréhendées par l'auteur de *Kitâb al 'Ibar* dans un système de complémentarité. Si la ville est politiquement à la merci de l'État en puissance que représente la tribu, l'économie, les arts et la religion de la société citadine dominant pour leur part la société bédouine.
- 24 Le théoricien maghrébin fait du pouvoir, qu'il saisit comme l'exercice de la souveraineté par la domination (*al-ghalâba*) et la force (*al-qahr*) (Khaldûn 2002 : 263), le moteur des sociétés. Le concept de *'açabiyya* est au centre de la sociologie de l'État d'Ibn Khaldûn. L'auteur de la *Muqaddima*, qui s'intéresse moins à la tribu *in se* qu'à la relation dialectique qu'elle entretient avec l'État, écrit : « [...] le pouvoir est la fin de la *'açabiyya*. Lorsque l'esprit de corps atteint son but, la tribu obtient le pouvoir » (*ibid.* : 397). La *'açabiyya*, phénomène beaucoup plus bédouin que citadin, répond d'abord et avant tout au besoin naturel qu'éprouvent les hommes d'entretenir les « liens de sang » (« *silat al-rahim* ») — qu'ils soient au demeurant réels ou fictifs. Défensive, la *'açabiyya* se déclenche le plus souvent en réponse à une agression étrangère, une atteinte à l'honneur ou par sentiment d'humiliation. Deux facteurs participent à cet égard à la puissance de l'esprit de corps particulier : la noblesse du pedigree (*al-sharaf*) et l'illustration du lignage (*al-hasab*). Mais la *'açabiyya* peut aussi revêtir un aspect offensif ; elle est en l'occurrence « nécessaire dans tous les cas où il est question d'obtenir l'adhésion des gens : mission prophétique, fondation d'un pouvoir politique ou d'un mouvement spirituel » (*ibid.* : 381). De là l'importance de la généalogie (*al-nasab*) : en maintenant vive la mémoire des liens de parenté, elle accentue la ténacité des sentiments de solidarité « primordiale ». Il y a plus. Si l'appel religieux (*da'wa*) en milieu bédouin est de nature à affermir les forces de la tribu, la prophétie, elle, ne peut se passer de la solidarité tribale. La *'açabiyya* « désigne à la fois un principe d'organisation sociale [...] et la force sociale qui résulte de la mise en œuvre de ce principe » (Cheddadi 2006 : 301). La construction théorique de la *Muqaddima* repose sur le concept de *dawla* (État) qu'Ibn Khaldûn appréhende comme l'appareil administratif, fiscal et militaire qui assure la fonction de souveraineté dans la société (*ibid.* : 319).

Aussi la ville est-elle le signe, le relais et le trésor de l'État (Martinez-Gros 2006 : 233). Ci-gît une contradiction indépassable : la 'aṣabiyya bédouine permet la formation du pouvoir étatique ; l'État, pour lever le tribut nécessaire à sa prospérité, doit domestiquer et donc affaiblir la force sociale qui a permis sa fondation. Deux scénarii se présentent alors. Le premier est celui de la montée, aux confins du pays contrôlé, d'une 'aṣabiyya guerrière qui parvient à faire plier la force armée de l'État agonisant et à s'emparer de sa cité impériale. Le second est celui de l'endurance des mercenaires ou des mamelouks ; financées par une lourde ponction des revenus des citoyens, les dépenses militaires nécessaires à la survie de ce régime achèvent cependant de ruiner l'économie et de précipiter le renversement de l'État par une nouvelle 'aṣabiyya conquérante.

- 25 La construction théorique de la *Muqaddima*, objet d'une imposante bibliographie, soulève quelques problèmes. Retenons pour ce qui nous occupe trois d'entre eux : l'historiographie maghrébine d'Ibn Khaldûn cède parfois à la mythologie, laquelle tend à représenter les événements à travers l'idéologie de la généalogie et les stéréotypes tribaux (Al-Azmeh 1981 : 199-222) ; la résilience de l'État central et bureaucratique ottoman — qui, avec ses administrateurs *devshirme*, ses janissaires et autres *kapikullari*, a couvert six siècles durant une grande partie du monde musulman — apporte un démenti au modèle khaldunien — dont la pertinence se limiterait au demeurant aux seuls siècles centraux de l'islam (Hogdson 1977) ; la formation, au Caire, d'une 'aṣabiyya nouvelle qui a donné naissance en 1380, soit trois générations après la fondation de l'État mamelouk de Baybars, à la dynastie de Barqûq invalide la loi khaldûnienne qui affirme qu'il n'est pas de royauté sans 'aṣabiyya qui la crée (Martinez-Gros 2006 : 229-230). La théorie d'Ibn Khaldûn renferme enfin un point aveugle : pourquoi la 'aṣabiyya tribale se donne-t-elle forcément pour objectif la fondation d'un État ?

La théorie de la segmentarité

- 26 Le modèle du lignage segmentaire représente la théorisation anthropologique peut-être la plus célèbre et endurante dont les sociétés de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient aient été l'objet. Son *pedigree*, impeccable, remonte à Sir Edward Evans-Pritchard (1949, 1968). La théorie sociale de l'anthropologue britannique contraste uniment avec les modèles marxiste et khaldûnien, son axiome affirmant le défaut d'État dans la société tribale. Mais alors comment se maintient l'ordre en l'absence d'un appareil de coercition spécialisé ? Evans-Pritchard — influencé dès avant sa célèbre enquête sur le peuple nilotique des Nuer du Haut-Nil par son séjour auprès des Bédouins d'Égypte et, davantage encore, sa lecture de *Kinship and Marriage in Early Arabia* de Robertson Smith (Dresh 1988 : 50-67) — élabore, pour résoudre ce problème, une solution fondée sur le postulat d'équilibre. « En vérité, écrit-il, les Nuer n'ont pas de gouvernement, et l'on pourrait caractériser leur État d'anarchie ordonnée » (Evans-Pritchard 1968 : 22). Le « chef à peau de léopard », s'il veille à la réglementation des représailles, n'exerce pas de pouvoir de coercition ou peu s'en faut. La théorie présente la morphologie tribale comme une société « acéphale » et « égalitaire », composée de « segments lignagers » en « opposition complémentaire ». Les segments structurellement équivalents de la société tribale y sont de nature territoriale ; le système lignager, tenant lieu d'institution politique spécialisée, est ce qui régule aussi bien les alliances que les vendettas. La charte généalogique instruit le procès perpétuel de « fission » et de « fusion » des segments à l'origine de l'équilibre de la société segmentaire : les groupes

segmentaires locaux peuvent se livrer la guerre entre eux aux motifs de vols, d'homicides ou d'honneur, au moins autant que s'allier pour s'opposer à un groupe généalogiquement plus lointain, et ainsi de suite. La conscience de soi de la tribu se forme en négatif, « par opposition » au groupe qui lui est similaire et étranger. Evans-Pritchard, qui a appliqué ce modèle « aux racines arabes » dans sa monographie des Sanusi de Cyrénaïque, rejoint Ibn Khaldûn sur un point-clé : celui qui établit les liens de sang à la base de la solidarité sociale.

- 27 La théorie de la segmentarité, simple et élégante, connaît un sacre qui va au-delà de l'anthropologie. Célébrée, la théorie du lignage segmentaire renferme pourtant plusieurs lacunes. Emerys Peters, fondé sur son enquête sur les Bédouins de la Cyrénaïque, pointe en précurseur les premières critiques pénétrantes : il souligne, d'une part, que la segmentarité relève moins d'une analyse sociologique que d'un « *folk model* », une conceptualisation que se font les Bédouins de leurs rapports sociaux, et de l'autre, que la mécanique de l'opposition équilibrée est illusoire, les variables écologique et économique, qui déterminent la morphologie des groupes tribaux, altérant l'équilibre des segments ; observant que « *the feud knows no beginning, and it has no end* », il conclut à l'inanité théorique du modèle (Peters 1967). Michael Meeker (1979), partant de son étude des tribus de l'Arabie du Nord, montre dans le même sillage que la segmentarité est moins une structure sociale qu'une forme de « langage » lié au « problème de la violence politique ». Ernest Gellner, qui part du paradoxe selon lequel « pour fonctionner, le système doit ne pas fonctionner très bien », reprend la théorie de la segmentarité en la corrigeant. Sa thèse, qui entend étudier l'organisation politique d'un groupe tribal berbère dépourvu d'appareil de coercition spécialisé, se penche sur le rôle joué par les saints (*igurramen*) de la *zawiya* Ahansal dans le règlement des conflits qui surgissent entre les tribus des Aït Atta du Haut-Atlas central marocain. « Comment fonctionne une hagiocratie, c'est-à-dire un "gouvernement" par des saints héréditaires dans un environnement tribal quasiment anarchique ? », tel est le problème que Gellner (1969b) cherche à résoudre. Pour l'auteur de *Saints of the Atlas*, « ce qui définit une société segmentaire, ce n'est pas que [l'hostilité institutionnelle] se produise, mais que c'est à peu près tout ce qui se produit » (*ibid.*). Le concept du lignage segmentaire contient selon lui une théorie de la cohésion sociale : les fonctions qui, dépendant pour l'essentiel d'instances spécialisées de coercition, perpétuent le contrôle social, quelque degré de « loi et d'ordre », peuvent être endossées avec une certaine efficacité par le jeu d'équilibre et d'opposition des groupes constitutifs. C'est le procès alterné de fissions et de fusions des segments agnatiques emboîtés qui assure une répartition du pouvoir au sein de la société tribale acéphale suivant un principe d'opposition équilibrée.
- 28 Gellner, à la prémisses d'une « société sans État », avance l'axiome d'un « tribalisme marginal » : soit un monde tribal qui, pour être ni tout à fait extérieur à l'État ni entièrement sous le contrôle de celui-ci, n'en exerce pas moins une prégnance sur l'ensemble de la polité. Un postulat à deux paliers sous-tend ces propositions : la volonté d'autonomie par rapport au pouvoir central confère une unité à l'ensemble tribal ; le tribalisme politiquement marginal conçoit la segmentarité suivant l'adage « divisez-vous pour ne pas être gouvernés ». Deux conditions sont requises par Ernest Gellner pour le fonctionnement de ce système. La première réside dans la règle de filiation unilinéaire des groupes segmentaires, celle-ci devant prévenir le chevauchement des appartenances et assurer l'unité du groupement tribal. La seconde

est inhérente à l'ordre tribal ; celui-ci étant assuré par la multiplication des intermédiaires entre l'unité de base et le sommet de la société tribale. Gellner (1993 : 40) résume sa thèse en ces termes : « The system works, without the benefit of political centralisation, through the cohesion-prompting presence of violence at all levels : it is society and all its groups, and not the state (which is absent or distant or weak), which possesses the “monopoly of legitimate violence” ». »

- 29 L'auteur de *Saints of the Atlas*, ne se contentant pas du principe mécanique de l'« opposition équilibrée », assigne un rôle politique central aux lignages saints : celui d'« arbitrage » en cas de conflits entre les tribus laïques, parallèlement à leur rôle de médiation symbolique entre Dieu et les hommes de tribus. La médiation exécutée par le personnel des saints héréditaires, telle un combustible, permet de « huiler » la mécanique segmentaire, de « tempérer l'anarchie » tribale. Ernest Gellner, reprenant l'idée centrale de « flux et reflux » de la croyance entre idolâtrie et fondamentalisme monothéiste développée par David Hume dans son *Histoire naturelle de la religion*, ajoute une deuxième thèse à son tableau : celle de l'« oscillation » de la foi musulmane entre, d'un côté, une religiosité cérémonielle, idolâtre et extatique, et de l'autre, une religion rigoriste, scripturaire et puritaine ; tandis que la première, durkheimienne, tournée autour des saints, conviendrait au monde tribal, la seconde, weberienne, incarnée par les *ulama'*, épouserait l'éthos urbain⁹.
- 30 Le paradigme, séduisant, se propage de l'Atlas à l'Indus en passant par l'Aurès (Akbar & Hart 1984 ; Colonna 1974, 1980 ; Favret 1966, 1967). Le modèle segmentaire gellnerien n'en est pas moins critiqué, notamment de la part des tenants de l'anthropologie interprétative ; ces derniers affirmant que la théorie de la segmentarité n'est rien d'autre qu'un « folk model » (Geertz 1971). Abdellah Hammoudi (1974) invalide la thèse d'Ernest Gellner en des aspects fondamentaux ; il pointe les failles suivantes : la mise de côté, par le modèle, de l'histoire dont un demi siècle d'administration coloniale ; la non-conformité des tribus étudiées avec la logique de la segmentarité, laquelle relève, à y bien voir, de l'« idéologie » ; le principe de la généalogie segmentaire procure la base d'une hiérarchisation statutaire de familles. Hammoudi révoque en doute, dans un texte s'appuyant sur une étude des dictionnaires hagiographiques consacrés aux maîtres de la zawiya Nasiriya de Tamagrout — située un peu plus au sud d'Ahansal — aux VII^e et VIII^e siècles, la pertinence du paradigme segmentaire en deux autres points : tandis que la zawiya « exerce peu d'arbitrage », son implantation géographique s'avère être déterminée non plus par les « postes de sainteté » ouverts pour mettre terme à la violence segmentaire, mais davantage plutôt par son « rapport à l'État » (*ibid.* 1980). Steven Caton (1987), qui s'emploie à étudier comment s'opère la médiation en situation de conflit dans la « société tribale » du nord du Yémen où l'ordre, en raison du déficit d'autorité centrale, y est fragile, constate que la violence tribale relève plus souvent de la « théâtralité » que de l'affrontement sanglant ; appréhendant la segmentarité comme une forme de « rhétorique politique », il montre que la « persuasion est à la base du pouvoir » en tribu. Lila Abu-Lughod, déployant une lecture féministe, a montré en pionnière que le modèle du lignage segmentaire participait en définitive d'un « discours masculin » ; l'auteur de *Veiled Sentiments*, expliquant les raisons de la prédominance du thème de la segmentarité dans la littérature produite par les anthropologues occidentaux sur les sociétés tribales arabes, écrit : « [...] a felicitous correspondance between the views of Arab tribesmen and those of European men has

led each to reinforce particular interests of the other and to slight other aspect of experience and concern » (Abu-Lughod 1987 : 30).

- 31 Résumons les critiques formulées à l'encontre du modèle segmentaire : l'oubli du gouvernement central ; la négligence de la hiérarchisation statutaire des familles et des positions de domination ; l'hétérogénéité et la démultiplication des lignages ; le caractère labile et conjoncturel des alignements tribaux ; la non prise en compte de la culture dans la compréhension du fait tribal.
- 32 Un constat s'impose au terme de cette revue : ni la tribu ni l'État ne jouissent d'une définition consensuelle, les deux notions variant ostensiblement de sens d'un paradigme à un autre. Les tribus, changeant de morphologies dans le temps et dans l'espace, s'avèrent, comme le souligne Jacques Berque (1954) dans son fameux « Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine ? », réfractaires à toute modélisation ; aussi est-il improbable de penser la tributype. L'État, qui n'est ni absent ni omnipotent, se révèle, lui aussi, difficile à définir, sa frontière avec la société paraissant incertaine, évasive, poreuse et mobile (Mitchell 1991). Deux solutions bien différentes sont avancées pour résoudre cette double difficulté. L'une, plaidant en faveur de l'abandon des notions d'État et de tribu, suggère leur remplacement par les concepts de « système politique » et d'« ethnicité ». L'autre, attachée à des concepts opératoires, définit la tribu comme une « association d'aide mutuelle » et l'État comme le « monopole de la contrainte physique légitime ». Les deux démarches créent cependant plus de problèmes qu'elles n'en délient : comment peut-on en effet justifier l'abandon des notions décriées alors que l'État et la tribu refusent de disparaître ? Le concept de « système politique », conçu pour voyager par-delà les cultures, s'avère plus problématique qu'il n'y paraît, ses frontières, élastiques à souhait, se révélant plus évasives encore que celles de l'État. L'usage incontrôlé du concept d'« ethnicité » conduit pour sa part à de lourdes mésinterprétations ; l'emploi intéressé de la notion en vue d'une explication culturaliste de la « guerre civile » en Algérie, outre qu'il passe sous silence les politiques de survie du régime prétorien, fausse la lecture en opposant, bloc à bloc, des « ethnicités » appréhendées telles des entités sociales intrinsèques, cohérentes et dotées d'identités culturelle et politique ennemies. Comment peut-on fixer un type-idéal de la tribu sans tenir compte de la variété des morphologies tribales, encore moins du gouvernement central ? Comment peut-on généraliser la définition weberienne de l'État alors que celle-ci est une catégorie résiduelle ?
- 33 Je propose, pour dépasser ces lacunes, une approche alternative. Celle-ci, donnant congé aux thèses de la « segmentarité » et du « déracinement », entend désagréger les deux catégories analytiques ; elle voudrait à cet effet : appréhender les relations État-tribus dans leur « trajectoire historique » pour en finir avec l'essentialisme des uns et le déterminisme des autres ; entreprendre une « ethnographie des pratiques politiques quotidiennes » pour y analyser, par-delà le discours des élites et la dichotomie « collaboration-résistance », le processus à travers lequel s'opère la survie du régime autoritaire.

À la recherche des 'arûsh : éléments de sociologie historique des rapports tribus-État dans la région de Tébessa

- 34 La tribu fait l'objet, ici comme ailleurs, d'une « tradition discursive » (Asad 1986). Le *bled* de Tébessa, qui ne fait pas exception à la règle, dispose lui aussi de sa propre

formation discursive, faite de légendes hagiographiques, de généalogies et de modèle indigènes. La conquête coloniale, appliquant la devise de Gallieni selon laquelle « tout officier qui a réussi à dresser une carte ethnographique assez complète du territoire qu'il commande est bien près d'en obtenir la pacification », a tôt fait de re-transcrire, via ses militaires, administrateurs, ethnologues et orientalistes, les représentations discursives des tribus soumises. L'œuvre dépoussiérée d'Ibn Khaldûn présente alors, pour l'entreprise du conquérant, les vertus d'un savoir/pouvoir prêt à l'emploi. Dans le contexte de *divide ut imperes*, c'est l'*Histoire des Berbères* — le dernier tiers de *Kitab al 'Ibar* traduit par le baron de Slane sur commande du ministère français de la Guerre — qui s'impose, en raison des généalogies des peuples et des tribus qu'il recèle, comme manuel au service des administrateurs des « Bureaux arabes ». L'exhumation de l'œuvre du penseur maghrébin a un coût : alors que la tribu est appréhendée par l'auteur de la *Muqaddima* comme un État en devenir, la science coloniale, qui occulte cette dialectique à dessein, préfère, pour appuyer la thèse de « l'anarchie immémoriale » des « siècles obscurs » du Maghreb et partant légitimer la colonisation, mettre en avant l'*Histoire des Berbères* (Martinez-Gros 2006 : 25-27).

- 35 La « carte ethnographique » de la région de Tébessa dessinée par l'administration coloniale fait apparaître la présence, au début de la conquête, de trois principales tribus : les Nememsha, les Awlâd Yahia et les Awlâd Sidi 'Abîd. Selon le modèle indigène traduit par le lieutenant Pierre Castel
- 36 (1876) dans son livre sur Tébessa, l'ancêtre fondateur des Nememsha serait un certain Mohammed ben Othmane. Ce dernier aurait eu trois fils, 'Alwane, Brish et R'shash, lesquels ont respectivement donné naissance aux fractions des Alaouna, des Brarsha et des Awlad R'shash¹⁰. Les Nememsha, quittant la province de Tripoli, se fixent au pied du massif de l'Aurès. Aux abords de l'oued Bedjer, sur le mont Chechar, ils bâtissent « Thakelt Allemoush », qui signifie en berbère, « village des Nememsha » (*ibid* : 58). Berbères arabisés, ils vagabondent entre Tébessa au Nord et le Souf au Sud, suivant les cycles d'une économie agro-pastorale capricieuse et les impératifs fiscaux de l'État central — successivement fatimide, ziride, almohade, hafside, ottoman. Les Nememsha parviennent à s'imposer, à partir du XVIII^e siècle, sur l'échiquier géopolitique régional : leur pouvoir s'étendant alors du mont Cherg (Aurès) au Djérid (sud-ouest tunisien) en passant par Tébessa et le Souf (sud-est algérien). Aussi, le nom de Nememsha résonne-t-il, entre les XVIII^e et XIX^e siècles, par les faits d'armes et les pillages que la tribu inflige aux paisibles cultivateurs des cités oasiennes (Ferkane, Négrine), aux caravanes et autres tribus *makhzen*. Aussi, ne s'acquittent-ils jamais en entier de l'impôt, si bien que le Beylik n'exerça sur eux qu'une autorité somme toute limitée.
- 37 Le jeu de la tribu des Awlâd Yahia ben Taleb semble, d'après le modèle rendu par l'administration coloniale, à l'opposé de celui des Nememsha. Commandés, depuis l'avènement du gouvernement turc, par une richissime famille du mont du Dyr, les Awlâd Yahia formaient une tribu *makhzen* (Establet 1991 : 29), chargée en l'occurrence par le Beylik de récolter l'impôt auprès des tribus *r'aya* — soumises et imposables — en échange de faveurs fiscales et de concessions foncières.
- 38 La tribu des Awlâd Sidi 'Abîd se pose en lignage sacré. Selon la légende hagiographique, Sidi 'Abîd, l'ancêtre fondateur de la tribu, serait originaire de la mythique Saqiya al hamra (Murati 1998 : 269 sq.). Sa *baraka* et autres *karamat*¹¹ font sa fortune : les pèlerins affluent à son monastère pour s'inscrire sous son patronage moral, capter son effluve sacrée, demander la bénédiction, la prospérité matérielle, la satisfaction corporelle. Des

tribus entières du Souf et de Gafsa (sud-ouest tunisien) viennent se grouper auprès de la *zawiya* de Sidi 'Abîd pour suivre son enseignement religieux (*ibid.* : 281). Les seigneurs ne sont pas en reste : les *beys* de Constantine comme ceux de Tunis, désireux de capter l'énergie divine des « saints héréditaires » et de jouir de leur bénédiction, dispensent les marabouts de toutes charges fiscales quand ils ne leur dépêchent pas des évergésies *ob honorem* en témoignage des égards qu'ils doivent à leur sainteté (Castel 1876 : 119 ; Murati 1998 : 277).

- 39 Le régime colonial, pour se dégager du brouillamini des premières années de la conquête, expérimente divers modes d'administrer (Ageron 1968). À Tébessa, conquise en 1851, le choix des militaires se porte sur les grandes familles de la région : Bel Arbia et Chaouch — de la médina de Tébessa — ainsi que celle du Dyr. Ces maisons ont en commun d'avoir servi naguère de relais au *Beylik* turc en pays tribal. Leur impéritie à amener les tribus à se soumettre contraint les militaires à abandonner ce « système des grands feudataires indigènes ». Avec la multiplication des insurrections tribales de part en part de l'Algérie (Dahra, Chélif et Ouarsenis en 1845-1846 ; Kabylie en 1858-1860 ; Aurès en 1859 ; Hodna en 1860), il devient urgent pour les officiers français de gagner à leur cause les familles de seigneurs qui tiennent le commandement des tribus. « Éloigner du pouvoir les familles influentes, serait s'en faire des ennemis dangereux ; il vaut mieux les avoir dans le camp qu'au dehors [...] »¹², préconise le maréchal Bugeaud dès 1844. Ce dernier, impressionné par l'État constitué par 'Abd el-Kader dans la majeure partie des provinces d'Alger et d'Oran, ordonne à ses lieutenants d'imiter le système administratif de l'Émir (*ibid.* : 131). C'est ainsi que se constituent les « cercles », comprenant un ou plusieurs des anciens *aghaliks* ou de grands *caïdats*, une « Direction des Affaires arabes » dans chaque province. Alexis de Tocqueville (1988 : 166) appuie cette politique dans son fameux *Rapport sur l'Algérie* (1847) ; l'aristocrate normand observe : « C'est sur les influences déjà existantes que notre pouvoir doit chercher à s'appuyer. »
- 40 L'idée fait son chemin, ses contours se précisant au fil de la conquête. « Les hommes importants [...], relève le gouverneur général Charon en 1854, restent dans les tribus, et c'est là qu'un chef de bureau arabe sait les trouver, lorsqu'il en a besoin pour suppléer à l'insuffisance de ses agents ordinaires [...]. Tout bureau arabe doit se former ainsi un *maghzen* de volontaires parmi ces jeunes chefs, toujours accompagnés de clients, de parents et de serviteurs » (cité par Frémeaux 1993 : 84). *Makhzen* : le mot est désormais lâché. Bien plus qu'un terme indigène au parfum exotique, le *makhzen* renvoie ici à une doctrine de pouvoir, à un mode d'administrer. L'*odjak*, la milice des janissaires ottomans, l'a longtemps éprouvée pour tenir le pays sous sa coupe trois siècles durant, divisant ses communautés en tribus imposables, *r'aya*, et non imposables, *makhzen*, les secondes étant chargées, à la réquisition de la Régence d'Alger, de prélever l'impôt auprès des premières, et de pourvoir celle-ci en troupes de guerriers. Bien plus donc qu'une simple allusion dont les effets ne seraient guère plus que rhétoriques, dans la pensée des militaires, il s'agit là, sinon d'une réélaboration de la doctrine, à tout le moins d'un usage renouvelé d'un système de pouvoir. Le *makhzen* présente, pour l'entreprise coloniale à l'œuvre, un mode de domination attrayant ; par son biais, les « Bureaux arabes » parviennent à poser les fondements d'une hiérarchie de commandement, à disséminer des relais d'un bout à l'autre de la colonie, à densifier les réseaux d'allégeance et de clientèles.

- 41 « Sous le Second Empire, écrit Charles-Robert Ageron (1968 : 130), on a même le sentiment que se préparait la reconstitution du véritable *makhzen* turc conçu comme un parti de tribus privilégiées et favorisées de diverses immunités. » Le résultat est patent : « Aucune des quelques douze révoltes contre les Français et leurs administrateurs algériens n'eut lieu dans les populations classées comme sujettes du temps des Turcs », constate Peter von Sivers (1980 : 681).
- 42 Dans le cercle militaire de Tébessa, l'approche privilégiée depuis ce tournant ne paraît pas trop s'écarter de cette doctrine. Le recrutement des caïds entrepris à cette époque nous en fournit un indicateur. Les chiffres qui révèlent ce changement de politique sont éloquentes : entre 1865 et 1875, onze caïds du cercle sont issus de la seule tribu des Nememsha (Establet 1991 : 89). La statistique, précieuse, mérite qu'on l'évalue au plus près. Si le nombre de caïds nommés annonce l'ampleur de la mutation, c'est « l'identité tribale » de ces derniers qui renseigne sur la signification de l'évolution : alors que la confédération tribale des Nememsha avait jusque-là maille à partir avec le *makhzen* turc, la voilà qui intègre le *makhzen* colonial, comprenant, à la suite de tentatives infructueuses de dissidence, son impossibilité à lui échapper, et les intérêts que ses élites pouvaient engranger en le servant. Mais il y a plus : de tout le 'arsh, deux familles seulement se disputent, non sans quelque rudesse, l'investissement de l'institution caïdale : les ben Gaba et les ben Ali (*ibid.* : 50). Deux puissantes familles issues par surcroît d'une seule et même fraction, celle des Brarsha ! On s'en souviendra. La fraction concurrente des Alâwna connaît, elle, moins de fortune : de tous ses sujets, un seul parvient à porter le burnous bleu du caïd avant de se voir éconduire sans ménagement pour « corruption fiscale » et interner pour troubles à l'ordre public (*ibid.*) quelques années à peine après — le fameux Hâj Sa 'ad dont il est précisément question dans le deuxième récit par lequel s'ouvre ce texte.
- 43 Pour tenir la tribu des Nememsha en soumission, le commandement du cercle se doit à tout prix de l'intégrer à son *makhzen* en nommant, parmi ses membres, chefs, caïds et autres *shaykhs*. La tâche est d'autant plus impérieuse que les années 1865-1871¹³ sont synonymes, pour les populations indigènes, de mauvaises récoltes, d'exaction fiscale, de famine et de choléra tout à la fois ; tandis que, pour le régime colonial, elles sont le théâtre du *jihad* des mouvements chiliastiques, de l'insurrection des mahdi-guerriers (von Sivers 1973 : 47-60 ; Clancy-Smith 1994). Les officiers du cercle de Tébessa, frappés par la participation, courte mais massive, des Brârsha et des 'Alâwna à l'insurrection de 1871, réévaluent aussitôt à la hausse le nombre de « cheikhats »¹⁴ : de 1872 à 1879, ce chiffre passe à 11 chez les 'Alâwna et à 14 chez les Brârsha. En une vingtaine d'années, et sans que la population n'ait augmentée corrélativement, le nombre des *shaykhs* des fractions et sous-fractions des Nememsha passe de 12 à 27 (Establet 1991 : 114).
- 44 Mais à Tébessa comme ailleurs en Algérie, la colonisation se traduit par la désagrégation de l'institution tribale et l'abaissement progressif de ses chefs. Ces visées sont contenues dans le sénatus-consulte du 22 avril 1863. Le commissaire du gouvernement au Sénat, le général Allard, les explicite sans fard : « Le gouvernement ne perdra pas de vue que la tendance de la politique doit en général, être l'amointrissement de l'influence des chefs » et la « désagrégation de la tribu » (cité dans Nouschi 1961 : 310). L'historien André Nouschi ne s'y est pas trompé : pour l'auteur de l'incontournable *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises. De la conquête jusqu'en 1919*, le document est « certainement le plus important de l'histoire rurale algérienne depuis l'occupation de l'Algérie par la

France », tant et si bien qu'il s'emploie à briser politiquement et administrativement, non plus seulement le cadre ancestral de la tribu, mais aussi sinon surtout, les équilibres internes des groupes autochtones par la colonisation civile de la tribu. Les tribus, mises au plus mal par leur émiettement en « douars-communes »¹⁵, assistent, avec la faim, la sécheresse, l'exaction fiscale et les épidémies de typhus et de choléra qui s'abattent d'un seul tenant ou peu s'en faut sur elles entre 1867 et 1870, à l'effondrement de leurs effectifs (Rey-Goldzeiguer 1977 : 495).

- 45 Les populations de Tébessa n'échappent pas à la tragédie : les migrations de la faim ont décimé les tribus de 43,9 % en moyenne de leurs membres (Nouschi 1961 : 446).
- 46 La III^e République qui s'érige sur les décombres fumants du Second Empire accélère et accentue ce processus. Le gouverneur général, pour châtier les tribus qui se sont soulevées en 1871 sous l'étendard de la confrérie de la Rahmaniyya, inflige à celle-ci une écrasante contribution de guerre non sans frapper leurs terres de séquestre collectif (Nouschi 1961 : 428).
- 47 De la tribu qui présentait une allure fière et menaçante aux débuts de la colonisation, il ne reste plus guère, depuis 1871, que des fragments éclatés. À partir de 1880, le territoire de Tébessa est régi par trois régimes administratifs : une « commune mixte de plein exercice », une « commune mixte » et une « commune indigène » (Establet 1991 : 195). La région de Tébessa demeure cependant aux marges de la colonie, sa topographie la rendant peu hospitalière pour les colons (*ibid.*). Autant dire que si la tribu s'est nettement disloquée sous les assauts guerriers de la conquête et les fourches caudines de la colonisation, ses membres n'en ont pas moins gardé d'elle une « représentation discursive » dont la « résilience » entend, dans cette tension entre l'action qui performe et la norme qui prescrit, faire vivre ce que le modèle indigène fait passer pour une « société tribale ».
- 48 L'endurance du tribalisme comme langage social et mode de représentation n'est pas étrangère à la condition coloniale. Deux indicateurs pertinents permettent de révéler les traits saillants de cette condition : la politique et la culture.
- 49 L'infamant Code de l'Indigénat soumet les « musulmans », depuis sa promulgation en 1881 jusqu'à sa levée en 1930, à une batterie de pénalités outrancières de droit commun. En outre, un permis de circuler leur est imposé pour tout déplacement hors de leur douar (Ageron 1964 : 63).
- 50 Les données de l'acculturation ne sont pas en reste. Qu'on en juge sur pièce : le nombre d'enfants musulmans inscrits en 1929 à l'école française ne dépasse guère 6 % de la population en âge de scolarité (*ibid.* : 70). En 1936, 2,1 % des (hommes) Algériens seulement savent lire et écrire le français ; dans le Constantinois, cette moyenne n'est encore que de 1,1 % (Colonna 1975 : 56). Au même moment, les rares éléments de la petite bourgeoisie musulmane qui parviennent à accéder aux bancs des lycées et de l'université se retrouvent le plus souvent doublement isolés, devant lutter à la fois contre l'hostilité des colons et le rejet des « vieux turbans » (Julien 1972 : 98-99), ces derniers voyant en eux des « m'tourni », « ceux dont la tête a tourné », des renégats. Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale que le refus de l'école française commence à s'estomper. Mais la République française n'accompagne cette demande d'école formulée par les colonisés qu'« au compte-gouttes » (Violette 1931 : 258 cité dans Colonna 1975 : 37). En 1954, 85 % de la population colonisée demeure encore

analphabète, le taux de scolarisation n'atteignant que 15 % (Ageron 1964 : 71 ; Colonna 1975 : 56).

- 51 La cristallisation de la nation ne marque-t-elle pas, cependant, le dépassement de la tribu ? L'action conjuguée du réformisme et du nationalisme n'opère-t-elle pas la décrépitude du tribalisme ? Les travaux qui portent sur la nation algérienne, focalisés essentiellement sur les écrits et les discours des élites, accusent un lourd déficit d'ethnographie. Le matériau d'histoire locale disponible tend, par-delà l'image totalisante, floue et flottante de la « communauté imaginée » (Anderson 1996), à mettre en évidence la prévalence, dans de larges « fragments » de la nation, des solidarités phrasées dans les codes du clanisme, du tribalisme ou du régionalisme (Colonna 1995 ; Harbi 1985, 1992, 1998, 2001 ; Maarfia 1981 ; Meynier 2002 ; Morizot 1992 ; Peyroulou 2009). Ce phénomène, réduit sous silence par la théorie de la modernisation au moins autant que par le récit national, est perceptible notamment dans la Kabylie, le Constantinois, l'Aurès et la région de Tébessa (Harbi 1997 ; Meynier 2002 : 390-400 ; Peyroulou 2009). Dans les Aurès, l'implantation des partis politiques algériens est tributaire des lignes de clivages tribales. Il en est ainsi, dans l'Aurès, de l'opposition légendaire entre l'oued 'Abdi et l'oued 'Abiod. D'après l'administrateur local, tandis que la vallée de l'oued 'Abdi est acquise en 1953-1954 à Ferhat Abbas, celle de l'oued Abiod suit majoritairement Messali Hadj (Morizot 1992).
- 52 La lutte armée pour l'indépendance n'échappe pas davantage aux pesanteurs tribales. Écoutons, sur cette question dérangeante entre toutes, le témoignage de Lakhdar Ben Tobbal¹⁶ (cité dans Djerbal 1993 : 50) l'un des principaux dirigeants de la « révolution » :
« [...] c'était au fond l'esprit tribal qui continuait avec le type de commandement qui en découlait. Chaque tribu voulait que le commandement lui revienne. [Mostefa] Ben Boulaïd¹⁷ lui-même avait été soumis à cette logique. [...] On se soumettait à un individu, non à l'organisation. Les tribus remettaient le pouvoir à une personne ; celle-ci de son côté, comme l'a fait Ben Boulaïd, faisait le serment d'en assumer la responsabilité. »
- 53 À Souk-Ahras, les groupes tribaux des Awlâd Diyya, Awlâd B'shîsh, Bani Sâleh rejettent en 1956 l'autorité des Nememsha (Harbi 1997 ; Maarfia 1981). Fin 1956, Abbas Laghrour, un chef de groupe des Nememsha, écrit à Ben Bella : « Il n'y a ni liberté, ni révolution, ni Algérie, mais un seul but : l'unité des Nememesha »¹⁸. Dans un rapport anonyme établi en 1959 par un officier de la wilaya IV (centre) envoyé en mission dans l'Aurès-Nememsha-Oued Souf, on peut lire ceci :
« On a affaire, là, à des sortes de bandes tribales plutôt qu'à des unités d'une armée nationale. [...] La conscience nationale est flottante [...] ». (Anonyme 2001)
- 54 Conscient de ces pesanteurs, Abbane Ramdane — le dirigeant du FLN qui a défendu une conception sécularisée de la nation et fait prévaloir, avant son assassinat par ses « frères ennemis » (Harbi 1985 ; Meynier 2002), la « primauté du politique sur le militaire » — reconnaît sans ambages : « Les Chinois menaient à la fois la résistance nationale et la révolution sociale. Nous nous arrêtons à mi-chemin par rapport à eux. Pour nous, le deuxième problème ne se pose pas. Nous avons pris les armes dans un but bien déterminé : la libération nationale » (Jeanson & Jeanson 1955 : 302).
- 55 Ce que la « révolution » n'a pas fait, l'État indépendant, quoi qu'en proclame l'*arcana imperi* du pouvoir prétorien, ne l'entreprendra pas davantage. « Le plus inquiétant de tout, confesse celui qui fut l'un des principaux idéologues du régime, c'est lorsque, se rengorgeant dans son monopole idéologique, la Révolution n'a plus rien à dire [...]. N'ayant rien à combattre sur le plan idéologique [...], elle n'est plus qu'un coquillage

vide » (Malek 1991 : 141). Pour l'auteur de *Tradition et révolution, le véritable enjeu*, ce « vide idéologique », n'étant pas seulement tributaire d'une « carence intellectuelle », procède aussi d'un « choix politique » (*ibid.* : 140). En effet, le « pluralisme limité » permet, à l'ombre du populisme (Leca & Vatin 1975 ; Addi 1990 ; Carlier 1995), d'assurer l'allégeance des groupes au pouvoir central dans le creuset des liens de clientèles (Hachemaoui 2009). Telle est du moins l'économie qui commande, depuis les élections locales de 1967 aux législatives de 1987 en passant par celles de 1977, la politique électorale du régime, particulièrement dans l'arrière-pays¹⁹.

- 56 À Tébessa, le jeu électoral ne paraît pas trop s'écarter de ce dessein ainsi que le reconnaissent les responsables locaux du Parti eux-mêmes²⁰. L'appartenance tribale des représentants locaux successifs de Tébessa de l'indépendance à l'avènement du multipartisme en 1989 en est un bon indicateur. Or, quasiment tous les maires de Tébessa sont issus du *'arsh* des Nememsha : Belkacem, Guerfi, Aliyya (de la fraction des *'Alawna*), Bou Alkram et Zaïdi (de la fraction des Brârsha). Les présidents de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de la période du monopartisme ne semblent pas déroger, eux non plus, à cette règle : Chbouki²¹ comme Gaba²², les deux présidents marquants de cette institution instaurée en 1969, sont des notables du *'arsh* des Nememsha. La prépondérance des Nememsha a partie liée avec leur supposée forte contribution à la guerre d'indépendance : la wilaya I historique ne porte-t-elle pas précisément pour nom « l'Aurès-Nememsha » ? Le fait est assez rare pour être souligné : aucune autre tribu algérienne n'a gravé son empreinte sur le marbre d'une wilaya de la guerre de libération nationale ! Si jamais la légende venait à perdre de son efficacité, l'onomastique sera toujours là pour rappeler aux sceptiques le martyr des Nememsha. Or — nous y reviendrons —, les chefs des Nememsha ne manqueront pas, à l'heure où le « clanisme » s'érige dès avant l'indépendance en règle de partage du pouvoir entre les groupes dominants du centre, de convertir ce tribut de guerre en ressources politiques. Le politiste, soucieux du temps long, ne manquera pas de rappeler les faits d'armes et de pillage par lesquels la tribu guerrière des Nememsha est parvenue, dès le XVIII^e siècle, à imposer sa domination sur l'échiquier géopolitique local et à gagner les égards du Beylik ; pas davantage de mentionner les soins mis par le « Bureau arabe » pour l'insérer dans son *makhzen* colonial. Bref, si la tribu s'est disloquée à l'épreuve du temps, le tribalisme, lui, s'est révélé, en tant que représentation et pratique, bien plus performatif. Une première thèse se dégage de l'analyse ci-devant déroulée, celle d'un « tribalisme sans tribu ». Comment se déploie l'idiome du tribalisme dans l'arène qui nous occupe ? Revenons, pour y répondre, à la liste des candidats alignés par le vieux parti à Tébessa lors des élections législatives de mai 2002.

Le tribalisme à l'épreuve du clientélisme...

- 57 Dans ce scrutin, les projecteurs sont uniment braqués sur le FLN, l'appareil partisan apparaissant il est vrai comme le parti des chefs de l'État et du gouvernement. Le regain d'intérêt pour la vieille formation politique est d'autant plus grand que ce cas de figure-là ne s'est pas produit depuis l'ère du parti unique, le FLN ayant traversé, entre l'inauguration du multipartisme en 1989 et la préparation des législatives de 2002, trois phases distinctes. Il convient, pour mieux appréhender la politique électorale à

Tébessa, d'inscrire le problème qui nous occupe dans un contexte institutionnel plus large.

- 58 Le FLN a connu, depuis la fin du monopartisme, trois phases distinctes. La première, qui va de 1989 à 1992, est celle du soutien de la « libéralisation politique » (O'Donnell & Schmitter 1986 ; Przeworski 1991) : le secrétaire général du FLN, le politique et modéré Abdelhamid Mehri²³, y appuie très fortement l'entreprise de sortie du régime autoritaire conduite par le gouvernement du « réformateur » Mouloud Hamrouche (Hachemaoui 2009, 2011). La deuxième, qui va de 1992 à 1996, est celle de l'opposition : la direction du FLN, qui n'approuve pas le coup d'état du 11 janvier 1992, s'oppose à la politique prétorienne du régime. Le secrétaire général Abdelhamid Mehri, militant pour le retour au processus constitutionnel, signe, le 13 janvier 1995 à Rome, aux côtés des opposants démocrates et laïcs Hocine Aït Ahmed et Abdennour Ali Yahia, le « contrat national », la plate-forme signée par le FIS après plusieurs jours de débats revendique le « respect de la Déclaration universelle des droits de l'Homme », le « rejet de la violence pour accéder ou se maintenir au pouvoir », la « non-implication de l'armée dans les affaires politiques », le « respect de l'alternance politique à travers le suffrage universel »²⁴. La troisième phase, qui va de 1996 à 1999, est celle de l'allégeance au régime prétorien : elle s'ouvre avec l'éviction, au moyen d'une opération des *mukhâbarât* — connue sous l'appellation « complot scientifique » —, du secrétaire général élu Abdelhamid Mehri, et son remplacement par une direction docile et acquise aux prétoriens qui tiennent les rênes du pouvoir. Le vieil appareil est récompensé : aux législatives du 5 juin 1997 — les premières que le régime autoritaire ait organisées depuis celles remportées par le FIS le 26 décembre 1991 —, il obtient le statut de « deuxième force politique » du pays... loin derrière le Rassemblement national démocratique, le parti de l'administration créé trois mois plus tôt²⁵. Cette phase se clôt par le soutien apporté, dès la fin 1998, à Abdelaziz Bouteflika, le candidat de l'Armée à l'élection présidentielle anticipée du 15 avril 1999, avant même que l'ancien ministre des Affaires étrangères n'ait officialisé sa candidature — Boualem Benhamouda²⁶, placé par le truchement des services à la tête du FLN, justifiant publiquement cette allégeance par une petite phrase fameuse qui en dit long sur l'omnipotence de la police politique : « un téléphone d'en haut. »
- 59 Le FLN entame une nouvelle phase avec l'élection présidentielle « pas comme les autres »²⁷ de Abdelaziz Bouteflika, ce dernier ayant été il est vrai membre du Comité central et du Bureau politique du Parti. L'appareil, depuis l'accession de ce dernier à la Présidence, a désormais le vent en poupe. Et pour cause : le nouveau *raïs* a, dans la foulée de son ascension, nommé Ali Benflis — ancien ministre de la Justice et membre du BP du FLN — comme chef du gouvernement et fait de Mohamed Chérif Messaadia — responsable du secrétariat permanent du Parti — le deuxième homme de l'État en le hissant à la tête du Conseil de la Nation (la chambre haute du Parlement). Ces indicateurs, dans la sémiologie politique du régime algérien, annoncent, outre « l'équilibre régional »²⁸, le « grand retour du FLN ». Les élections législatives de 2002, les premières de l'ère Bouteflika, devront en apporter la confirmation.
- 60 Les clientèles du système le savent ; elles investissent en force les listes du FLN pour espérer accéder à l'Assemblée populaire nationale (APN) et jouir des multiples avantages afférents à la députation (Hachemaoui 2003). D'où l'importance du classement des candidats. En effet, le pouvoir central, outre le contrôle qu'il exerce en amont et en aval de l'opération électorale, adopte, depuis l'inauguration en juin 1997 des législatives de

l'ère de « l'autoritarisme libéralisé », le scrutin proportionnel de liste fermée (avec un seuil de 5 %). Ce système électoral, nous en ferons la démonstration, s'il n'interdit pas une certaine concurrence, n'en contribue pas moins, par l'intégration de nouvelles clientèles, à la survie du régime autoritaire²⁹.

- 61 Comment, dans ce contexte, s'opère le jeu électoral à Tébessa ? La liste que le FLN y a avancé reflète assez bien, si l'on s'en tient à une lecture sociographique en surface, l'image d'une formation politique « rajeunie, moderne et compétente » que s'emploie à renvoyer le *marketing* politique du chef du gouvernement Ali Benflis³⁰. Le premier de la liste, né en 1955, est un ancien procureur général ; le deuxième, né en 1954, est un journaliste installé aux Émirats arabes unis ; le troisième, né en 1963, est directeur des œuvres universitaires (à Annaba) ; le quatrième, né en 1963, est directeur du club de football de Tébessa ; le cinquième, né en 1951, est notaire ; le sixième, né en 1969, est architecte ; le septième est enseignant universitaire ; la seule femme de la liste étant candidate suppléante. La liste FLN de Tébessa ne traduit pas seulement la « volonté de modernisation », mais aussi le souci de préservation de « l'héritage révolutionnaire » : parmi les candidats alignés, l'on compte deux « fils de martyrs » (le premier et le septième), trois « enfants de moudjahidines »³¹ (le troisième, le cinquième et le sixième) et un moudjahid (le septième). La liste est en somme une prouesse du genre : elle allie, dans un savant dosage, passé et avenir, changement et continuité, « modernité » et « authenticité » !
- 62 Qu'en est-il cependant du processus qui a présidé à l'élaboration de la liste définitive ? Interrogé sur cette question à deux jours du scrutin, le commissaire du vieux parti à Tébessa, Hafdhallah, se déclare « confiant en les chances du FLN de remporter quatre sièges au moins » (sur les sept que compte la circonscription électorale). Et le *muhâfedh* d'ajouter : « Le candidat tête de liste est un 'Alwâni : c'est pour casser le RND que j'ai placé un 'Alwâni en tête de la liste FLN. Le deuxième est un 'Abîdi : c'est pour casser la "liste LG" que j'ai mis Najib Aïssat en deuxième position. » L'explication du commissaire a le mérite de nous plonger dans les profondeurs de la *real politics*. D'où l'utilité du « détour anthropologique » (Balandier 1985) cidevant entrepris. Nous avons, dès l'abord, dessiné, en reprenant le *folk model*, la « carte tribale » de Tébessa. Il convient, à présent, de reconstituer l'arène politique locale, fut-ce en pointillé.
- 63 On l'a vu, une des normes, informelles et cependant sacro-saintes, de cette arène a pour appellation la *'arûshiyya*, littéralement le tribalisme. Son article premier énonce : « C'est aux représentants des Nememsha de conduire les listes des partis aux élections » ; s'agissant de l'ancien parti unique, « c'est aux représentants de la fraction des Brârsha que doit revenir cette charge ». L'article deux de la *'arûshiyya* de Tébessa précise que « c'est aux Awlâd Yahia [les héritiers de l'ancienne tribu du *makhzen* turc], que doit revenir la seconde place sur les listes du Parti ». Quel(s) usage(s) les acteurs politiques réservent-ils, à l'heure du « multipartisme », à cette norme électorale ?
- 64 Aux législatives du 5 juin 1997, le FLN propose en tête de liste un candidat nememsha, issu de la fraction des Brârsha, en la personne de l'ex-chef d'état-major des Forces navales, le général fraîchement retraité Abdelmajid Cherif³² ; en seconde place, un représentant des Awlâd Yahia, en la personne de Ibrahim Belghit. Les deux candidats sont élus députés à l'Assemblée populaire nationale (APN). Le RND, le parti de l'administration qui a remporté la majorité des sièges de l'APN en 1997 trois mois après sa création par le pouvoir prétorien, n'obtient qu'un seul siège à Tébessa, celui de Mokdad Sifi, l'ancien chef du gouvernement (1994-1995) : est-ce parce que ce dernier,

qui conduit la liste RND, est issu de la fraction des Alâwna et non de celle des Brârsha ? On ne sait trop. Le RND, méditant sa déroute à Tébessa, propose, aux élections des assemblées populaires de *wilayas* tenues en novembre 1997, une répartition conforme à la règle de la *'arûshiyya* : un candidat issu des Nememsha Brârsha en tête de liste (Tounsi Boussahiyya) ; le deuxième issu des 'Awlâd Yahia (Ahmed Tertar) ; le troisième des Nememsha, issu de la fraction des 'Alâwna (Ferhat Bendhifallah).

- 65 L'« islamisme », loin d'épouser les contours de ce modèle en vogue présentant la mouvance, de part en part du « monde musulman », comme une « alliance » entre « bourgeoisie pieuse » et « jeunesse urbaine déshéritée », n'échappe pas, dans cet intérieur du Maghreb, aux aspérités de la complexité sociale. Ici en effet, les islamistes n'appréhendent pas, *horresco referens*, la *'arûshiyya*. Aux législatives « interrompues » de décembre 1991, le Front islamique du salut est contraint de choisir, scrutin uninominal à deux tours oblige, des candidats le plus souvent issus du terroir pour porter l'étendard de la *dawla islâmiyya*. Aux législatives de 1997 comme de 2002, celui qui conduit la liste du parti Hamas du *shaykh* Mahfoudh Nahnah, le représentant s'il en est des Frères musulmans en Algérie, est issu des
- 66 Nememsha Brârsha : l'ancien candidat du FIS aux législatives de 1991, Soltani Bouguerra³³. Pour les législatives de 1997, Ennahda, le parti du *shaykh* Abdallah Djaballah, place, conformément à la norme locale du tribalisme, un candidat issu des Nememsha en tête de sa liste (Châbane Smaïli), et un autre issu des 'Awlâd Yahia en seconde place (Hocine Boucetla). Les deux sont élus à l'Assemblée populaire nationale. En 2002, le nouveau parti du *shaykh* Abdallah Djaballah, al Islah, porte un candidat issu des Nememsha Brârsha (Abdelghafour Saadi) pour conduire sa liste à Tébessa. Ce dernier est élu sans encombre à l'Assemblée populaire nationale. Le vétéran Hafdhallah du FLN ne s'y est donc trompé : les principaux partis de l'arène octroient, quelque soit leur appartenance idéologique, à un représentant des Nememsha Brârsha, le privilège de conduire leurs listes de candidats.
- 67 Le poids électoral des *'arûsh* est la « variable lourde » de la sociologie électorale : « Le corps électoral 'Alwâni est de 50 000 voix, celui des Brârsha est de 110 000 voix, celui des Awlâd Yahia est de 63 000 voix, celui des Awlâd 'Abîd est de 25 000 voix », précise le commissaire du FLN de Tébessa en se rapportant scrupuleusement à son « tableau de bord électoral »³⁴. Serait-ce possible que dans la République algérienne démocratique et populaire qui se revendique présentement du « libéralisme » après avoir clamé le « socialisme », l'on puisse, à l'orée du XXI^e siècle, recenser les électeurs sur une base tribale ? Dans le pays légal sans doute pas ; dans le pays réel en revanche, un recensement, approximatif et bien entendu secret, n'est pas impossible. Outre la « répartition du corps électoral de Tébessa par tribus », qui orne, par tableaux interposés, les murs de la salle de réunion de la *muhâfadha* du FLN³⁵, deux autres documents le laisse penser. Le premier est une « note de conjoncture » rédigée par l'antenne locale des *mukhâbarât* et intitulée « Le point de la situation à la veille des élections législatives prévues pour le 30 mai 2002 »³⁶. Voici ce qui est écrit sous le chapitre « Répartition des arouches et tribus » :
- « Sur une population totale estimée à 591 078 habitants au 31/12/2001 répartie selon l'appartenance tribale comme suit : la population des 12 communes à dominance Nememcha est évaluée à environ 218 000 ha, soit près de 38 % de la population totale de la wilaya [...]. La population des 9 communes à dominance Ouled Yahia ben Taleb est estimée à la même date à environ 154 000 ha soit 26 % de la population globale [...]. »

- 68 Le deuxième indice accréditant cette piste est un livre qui a pour objet la « cartographie tribale » du département de Tébessa. L'auteur dresse, pour prendre l'exemple de la commune d'El Ouenza — censément ouvrière parce que minière —, la répartition suivante : sur une population de 42 997 habitants, les Awlâd Sidi Yahia représenteraient 55 %, les Shawiyya 30 %, les Awlâd 'Abîd 8 %, les Kabyles 3 %, les Awlâd Derrâdj 2 % et les Sûafa 2 %³⁷. Le plus signifiant n'est pas tant le contenu de cet ouvrage édité en Algérie. Son intérêt est ailleurs. Il y a d'abord la qualité de l'auteur : or ce dernier n'est rien d'autre que l'ancien chef du secteur militaire de Tébessa et membre du commissariat politique du ministère de la Défense nationale, le général Abdesselam Bouchareb ! Il y a ensuite la référence implicite de l'ouvrage : le document reprend les données dressées par le « cercle militaire ». La pratique n'est pas nouvelle ; un officier supérieur à la retraite, qui a exercé des responsabilités militaires à Tébessa aux débuts de l'Indépendance avant d'occuper de hautes fonctions dans le Parti, l'atteste : « L'ouvrage en deux tomes écrit par un officier français sur Tébessa m'a beaucoup servi dans mon travail »³⁸. Il y a enfin sinon surtout l'usage qui en est fait : le livre de l'ancien chef du secteur militaire de Tébessa fait office, pour les principaux acteurs de l'arène locale, de « bible électorale »³⁹.
- 69 Mais il y a plus. La prise en compte de la « démographie tribale », plusieurs chefs de daïras (sous-préfets) nous l'ont confirmé, intervient ailleurs également : dans la distribution des logements sociaux qu'effectue l'administration de l'État⁴⁰.
- 70 Le « recensement tribal » est à l'évidence une pratique répandue qui pourvoit les acteurs influents de l'arène politique locale — dont les moins importants ne sont pas les services de la police politique — en instruments de « sondage électoral ». Ce qui va sans dire irait encore mieux si on le disait : ce qui importe ici n'est pas tant la véracité de ces statistiques ; le plus signifiant est que ces données soient utilisées par les acteurs-clés de l'arène locale dans la projection de leurs stratégies électorales respectives. Ici surgit l'intrigue : pourquoi, partant de là, un praticien de la politique locale comme l'ancien parti unique n'a-t-il pas, dans la confection de sa liste de candidats pour les législatives de mai 2002, tenu compte de ces « variables lourdes » de la sociologie électorale locale ? Pourquoi un « professionnel » du tribalisme électoral de la trempe du *muhâfedh* (littéralement : le conservateur) du FLN dit avoir placé un 'Alwani en première position et un candidat issu des Awlâd 'Abîd en seconde place ? Ce choix est d'autant plus énigmatique que, pour reprendre les propres termes du commissaire du parti, « le corps électoral 'Alwani est de 50 000 voix, celui des Awlâd 'Abîd de 25 000 voix », tandis qu'à lui seul, « le réservoir électoral des Brârsha est de 110 000 voix » ? Est-ce vraiment pour « casser » les listes concurrentes du RND et de LG, comme l'affirme le commissaire du vieux parti ? Ces deux dernières listes ont pourtant foulé au pied l'article premier de la *'arûshiyya* — celui qui recommande d'octroyer la première place sur les listes de candidats à un représentant de l'imposante fraction des Brârsha —, consacrant qui un 'Alwani, qui un 'Abîdi. Le FLN, en optant pour cette stratégie, prend le risque d'offrir, pour reprendre les catégories émiqes, le précieux réservoir électoral des Brârsha sur un plateau en or aux partis islamistes (Islah, ex-Hamas et Ennahda) qui ont, eux, remis la conduite de leurs listes respectives à des candidats issus, tous, du *ârsh* des Brârsha. Autant dire que l'explication avancée par le commissaire local de l'ancien parti unique paraît un peu courte. Les raisons qui président au classement des candidats sur la liste FLN sont ailleurs.

- 71 La *muhâfadha* (commissariat) du vieux parti à Tébessa constitue, en prévision de l'échéance électorale, une commission pour étudier les dossiers de candidature. Celle-ci aurait reçu près de quatre-vingt dossiers. Trois principaux critères sont censés gouverner la sélection des candidats à la candidature : « la crédibilité, le réservoir électoral tribal et le niveau scientifique »⁴¹.
- 72 La commission, présidée par le commissaire, aurait abouti au classement suivant : Mohamed Chérif Bouziane en tête de liste, suivi par deux candidats que nous désignerons anonymement par « M. B. » et « M. C. ». La liste finale donnée par la direction centrale du parti des chefs d'État et de gouvernement diffère cependant sensiblement avec celle élaborée par la *muhâfadha* de Tébessa. En effet, si le premier, député du temps du parti unique, est maintenu à la même place sur la liste finale, tel n'est pas le cas des deux autres. Mais qui sont ces candidats désélectionnés par Alger ? M. B., ancien membre du Comité central du FLN, est un richissime commerçant des Nememsha, issu de la fraction des Brârsha. M. C., huissier de justice prospère, est issu de la tribu des 'Awlâd Yahia. Le candidat classé par le commissariat en quatrième position est maintenu à la même position dans la liste finale.

... et de la corruption

- 73 La transmutation porte donc sur les positions éligibles deux et trois ; opérée à Alger, elle soulève la fronde à Tébessa. Des jeunes de la fraction des Brârsha, en colère après la désélection de leur « représentant », assaillent, aussitôt après l'annonce de la liste finale des candidats du parti, le commissariat du FLN à coups de pierres et de massues. Interrogé sur le sujet en octobre 2002, c'est-à-dire à un moment où il n'est déjà plus commissaire du FLN à Tébessa⁴², le *shaykh* Hafdhallah concède un début de réponse. Deux raisons, selon le *muhâfedh* déchu, sont à l'origine de ce changement imposé d'en haut. La première serait le refus de M. B., le commerçant fortuné des Brârsha, d'occuper la troisième place que lui proposait Alger. La seconde serait le rejet, par le parti du chef du gouvernement, de la candidature de M. C. pour « antécédents judiciaires ». Cette version est corroborée par d'autres acteurs influents du FLN à Tébessa⁴³. Ces derniers ajoutent toutefois un troisième élément : la corruption électorale. Selon cette « version off » des faits, au moins deux candidats à la candidature auraient, lors des tractations qui ont marqué la confection de la liste FLN, donné la *sh'kara*⁴⁴, versé des dessous de table aux responsables de la *muhâfadha*, en vue d'« acheter » une place éligible — parmi les deux premières.
- 74 La vérification de ce mode de corruption électorale est malaisée. Les acteurs de l'échange corrompu ont besoin, pour minimiser les risques de dénonciation de leurs transactions illicites, d'entourer leurs affaires d'un « mur de silence » (della Porta & Vannucci 1999). Dans certaines configurations, les acteurs politiques corrompus peuvent recourir au crime organisé pour acheter, auprès d'organisations criminelles, la contrainte physique dont ils ont besoin pour châtier les « passagers clandestins » ou tous ceux qui menacent de dénoncer le système de corruption (*ibid.* 2006 : 29).
- 75 C'est précisément ce qui est arrivé à Abdelahaï Belardiouh : le journaliste est kidnappé et séquestré à la suite d'une série d'articles sur le milieu des affaires et de la corruption à Tébessa qu'il publie dans le premier journal francophone algérien *El Watan* ; libéré après plusieurs jours de séquestre au cours desquels il subit des sévices corporels, il se donne la mort... La corruption, il est vrai, prolifère à Tébessa. Il suffit pour l'attester de

rappeler quelques dossiers : l'affaire de la banque publique BDL à Bir el Atter ; la saisie, à la douane frontalière, de conteneurs remplis de marchandises importées frauduleusement d'Asie du Sud-Est, etc. « La corruption existe », reconnaît le commissaire déchu du FLN, avant d'ajouter, « mais il est difficile de la prouver ». L'« achat » des positions éligibles sur les machines électorales du régime est si répandu que le chef de l'État Abdelaziz Bouteflika l'a soulevé dans ses *meetings* (Hachemaoui 2004).

- 76 Corruption ou pas, la fronde provoquée par la direction du FLN n'est pas près de s'arrêter. M. B., le candidat désélectionné, est remplacé par Najib Aïssat. Qui est donc ce candidat imposé d'Alger ? Remplit-il les critères d'éligibilité locale ? Sur le plan « scientifique », son profil paraît idéal : arabisant, rédacteur en chef de la télévision algérienne dans les années 1980, journaliste à Abu Dhabi dans les années 1990, Najib Aïssat jouit d'une certaine estime, notamment auprès des étudiants locaux⁴⁵. On le dit même proche idéologiquement du docteur Ahmed Taleb Ibrahim⁴⁶. Le discours qu'il a tenu, ce 23 mai à El Ouenza, n'est pas pour le démentir : « Le FLN est un récipient d'islam, d'arabité, d'amazighité et des constantes de la nation. On est prêt à entrer à la mosquée et jurer sur le Coran qu'on ne volera pas », clame-t-il dans la salle de conférences de la ville minière. Dans les terres du *shaykh* Larbi Tébessi, ce prédicateur « attaché par-dessus tout à la restauration de la morale et de la pratique religieuse de l'Islam » (Merad 1967 : 114), le rapprochement idéologique avec le fils du *shaykh* al Bashîr al Ibrâhimî n'est pas sans importance. Cependant si l'héritage de la morale sunnite orthodoxe prônée par le *shaykh* dans les années 1930-1940 n'a pas, comme l'atteste l'implantation islamiste, disparu à Tébessa, on peut néanmoins douter de sa captation électorale par le numéro deux du FLN.
- 77 Qu'en est-il de l'« identité tribale » de ce candidat ? Najib Aïssat est un issu des Awlâd 'Abîd de Bir el Ater. Or c'est justement là que réside le problème : un représentant des Awlâd 'Abîd ne peut pas figurer, au regard de la *'arrûshiyya*, en deuxième position sur une liste FLN comptant pour les législatives. C'en est visiblement trop pour une seule et unique liste : le premier n'est pas des Brârsha mais des 'Alâwna, le second n'est pas des Awlâd Yahia mais des Awlâd 'Abîd. Est-ce le vent de la « modernité » qui a soufflé sur Tébessa par-dessus le massif aride de l'Aurès ? Est-ce pour calmer la colère des uns et l'indignation des autres que l'on hussarde sur les « toits des tentes » que ce vague et lointain héritier de la tribu maraboutique des Awlâd Sidi 'Abîd sera ministre de la Culture et de la Communication dans le gouvernement que formera Ali Benflis au lendemain de la victoire annoncée du FLN ? Mais n'a-t-on pas déjà promis ce poste à Boutheïna Chriet⁴⁷ — fille du philosophe Abdallah Chriet⁴⁸ —, tébessienne et candidate FLN à Alger ? Qu'importe : c'est une campagne électorale et toutes les rumeurs sont bonnes à répandre. D'autant plus que la télévision algérienne a fourni plusieurs ministres au cours des dernières années. Ce n'est cependant pas cela que l'on a fait prévaloir ici, mais pour appuyer la propagande et la rendre plus crédible, on a excipé un argument autrement plus signifiant : Najib est le frère de Nasser Aïssat, affairiste fortuné et associé en affaires avec un général X, fraîchement retraité et issu d'une des principales tribus de Tébessa.
- 78 Dans cet angle droit du fameux triangle du « BTS » (Batna-Tébessa-Souk Ahras)⁴⁹, l'argument vaut son pesant d'or. En effet, dans l'intense rivalité qui oppose ici les fractions tribales entre elles, les acteurs locaux comptent « leurs » généraux et autres hauts dignitaires de l'État central. Les Brârsha brandissent comme des trophées de

guerre les noms du général Abdelmajid Cherif, de l'ancien patron de la police et ministre de l'Intérieur El Hadi Khediri, des ambassadeurs Ibrahim Mezhoudi et Abderrahmane Chriet. À ces titres, les Alâwna, l'autre fraction de la confédération tribale des Nememsha, renvoient ceux du général-major Mohamed Allègue (commandant du secteur du Grand Alger sous Boumediene) et de l'ancien chef du gouvernement Mokdad Sifi. Les Awlâd Yahia ne sont pas dépourvus en titres, eux non plus, qui revendiquent le colonel Mohamed Salah Yahiaoui⁵⁰ (allié du colonel Boumediene, membre du Conseil de la Révolution, ancien commandant de la III^e région militaire, directeur de l'Académie militaire de Cherchell, responsable du Parti entre 1977 et 1979, membre du BP entre 1979 et 1981) et le général-major Zoubir Ghedaïdia (proche du président Zeroual, commandant de la III^e région militaire entre 1995 et 2000).

79 À Tébessa, ces noms résonnent comme des chansons de geste, *a fortiori* en période électorale où les rivalités fractionnelles et les enjeux de pouvoir atteignent leur paroxysme. Que Najib Aïssat se voit crédité de l'appui du général X, et donné de ce fait pour ministre dans le prochain gouvernement, n'est donc pas un argument sans poids. Pour renforcer la projection, le candidat fait bande (*jma'a*) à part. Nasser Aïssat a en effet loué une imposante villa de trois étages pour y élever son « comité de soutien » à moins de 200 mètres de la brinquebalante *muhâfadha*. La chose est entendue ici ; il n'y a pas, fragmentation aidant, un FLN mais au moins deux : le commissariat et le comité de soutien ; les fidèles du *muhâfedh* qualifiant le second de « *firma* » (« la ferme ») pour stigmatiser le « patronage makhzenien » qui s'y exerce ; les alliés de l'homme d'affaires qualifiant la *muhâfadha* de « S.A.R.L. »⁵¹ pour railler le « détournement des finances du parti » qui s'y opère. La *'arûshiyya* mal menée, le parti fractionné : c'est une campagne électorale décidément pas comme les autres que celle que mène le FLN en 2002 à Tébessa. La « note de conjoncture » des services ne s'y est pas trompée : « Il suffit d'un rien pour que la majorité bascule d'un côté comme de l'autre. » À Alger, la direction du parti le sait trop bien, qui dépêche sur les lieux l'enfant terrible des Nememsha Brârsha, El Hadi Khediri, à deux jours de la consultation. C'est grâce à lui, dit-on dans cette arène politique, que les Brârsha sont parvenus à étendre leur domination dans les structures du pouvoir local à Tébessa au cours des années 1970 et 1980. El Hadi Khediri (décédé en 2011) a occupé des fonctions-clés : directeuradjoint de la police de 1971 à 1977, patron de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) de 1977 à 1987 et ministre de l'Intérieur de 1987 à octobre 1988. El Hadi Khediri, proche du général et puissant patron du cabinet présidentiel Larbi Belkheir, était présenté par la presse d'alors comme un « libéral » ; son nom ayant même été suggéré, quelques mois avant les émeutes du 5 octobre, comme potentiel successeur du Premier ministre Abdelhamid Brahimi. Écarté des affaires depuis le début des années 1990, El Hadi Khediri, dont le nom a longtemps été associé au pouvoir d'État, va-t-il cependant réussir sa mission ?

80 Les structures du FLN à Tébessa déploient les grands moyens pour accueillir l'ancien ministre de l'Intérieur. C'est la cellule d'El Ma Labiodh qui a été désignée pour recevoir, loin des regards indiscrets, l'émissaire d'Alger, le mardi 28 mai 2002. Badr Eddine Salmi, l'inamovible président de l'assemblée municipale de cette commune à dominante brârsha (si l'on en croit la « cartographie tribale » et les récits des locaux), n'est pas étranger à ce choix : l'influent maire, issu lui aussi des Brârsha, ayant été élu sénateur par le collège des représentants locaux de la *wilaya* de Tébessa lors des élections sénatoriales de décembre 1993. Le commissaire Hafdhallah arrive sur les lieux, une

deux heures avant l'invité de marque, en compagnie du candidat qui conduit, pour ces législatives, la liste FLN à Tébessa (le 'Alwâni) Chérif Bouziane. Le commissaire, qui craint les retombées de la fronde, inspecte les lieux et règle les détails avec le responsable local du parti⁵². Tout doit être, dans ce grand jardin de la cellule (*qasma*) du FLN d'El Ma Labiodh, minutieusement réglé : de la disposition des tables au choix des plats. Il est 17 h 30 lorsque le convive arrive au bord d'une imposante voiture noire conduite par le patron d'une importante entreprise étatique établie à Tébessa. La cérémonie est bien réglée. Le public, masculin et fort nombreux, se lève comme un seul homme. C'est, au commissaire du FLN de Tébessa, que revient l'honneur d'accueillir, en premier, l'ancien ministre de l'Intérieur. C'est aussi au *muhâfedh*, et à lui seul, que revient la charge de présenter le dignitaire aux *kébar al 'arsh*, les vieux turbans de la tribu, qui embrassent, l'un après l'autre, le neveu du caïd Younès, El Hadi Khediri. Le convive, tout de lin vêtu, en impose ; il ne s'en plie pas moins à l'exercice. L'ancien ministre de l'Intérieur est cordialement invité à prendre place au centre de la cour : à sa droite le (Berrîshi) *muhâfedh* ; à sa gauche le ('Alwani) candidat tête de liste. Sur ce territoire à dominante brârsha, ces détails ne sont pas insignifiants, *a fortiori* en temps de fronde. El Hadi Khediri le sait trop bien ; l'émissaire, dépêché par la direction du parti du chef du gouvernement pour ramener la fraction dissidente des Brârsha à la maison FLN, déclare dans son allocution : « Je suis ici chez moi, parmi les miens. Vous êtes ma famille. J'étais tout à l'heure à Chrêa [bastion des Brârsha] où j'ai déjeuné avec les gens. Je me souviendrai toujours d'El Ma Labiodh, parce que c'est vous qui m'aviez soutenu en 1991 lors des législatives, lorsque j'étais en colère. C'est grâce à vous que j'ai digéré ma colère. Au FLN, on est souvent en colère, mais la colère passe et le FLN reste toujours. C'est une tradition. Il faut savoir donc oublier la colère comme je l'ai oubliée en 1991 grâce à vous. » Applaudissements.

- 81 L'épisode auquel fait allusion l'ancien patron de la police est important ; El Hadi Khediri en garde un souvenir amer. De quoi s'agit-il ? Le FLN du tandem Mehri-Hamrouche, qui a, dans la perspective de la sortie du régime autoritaire, décidé de promouvoir les jeunes cadres et d'écarter les anciens hauts responsables, hostiles pour la plupart d'entre eux aux réformes engagées depuis septembre 1989, n'a pas retenu la candidature déposée par El Hadi Khediri en vue des élections législatives initialement prévues pour le 27 juin 1991. L'allié du général et patron du cabinet présidentiel Larbi Belkheir, qui a été écarté du gouvernement par les réformateurs en juillet 1990, a déposé sa candidature en tant que « candidat indépendant ». Écoutons l'ancien ministre de l'Intérieur : « Je me suis porté candidat pour ce scrutin mais le FLN avait retiré ma candidature. Par dépit, je me suis présenté sur la liste des indépendants de ma tribu. Mais, les élections n'ont pas eu lieu [...] »⁵³. Ce recours au *arsh* n'est pas exceptionnel, loin s'en faut. Abdesselam Bélaïd, le puissant ministre de l'Industrie et de l'Énergie du colonel Boumediène a, lors de ces législatives de 1991, lui aussi expérimenté ce mode opératoire. Flairant sa mise à l'écart par les réformateurs, il démissionne du Comité central du FLN ; le « père de l'industrialisation », se portant « candidat indépendant » dans sa région natale de Sétif, fait une déclaration restée mémorable depuis : « Celui qui n'a pas de tribu, qu'il crève ! »⁵⁴.
- 82 El Hadi Khediri qui a été nommé par la présidence en qualité d'ambassadeur à Tunis en novembre 1991, poursuit son discours devant les gens de « sa tribu » : « Je suis un enfant de Tébessa et je n'ai jamais quitté cette ville trop longtemps. Ma maison est toujours ouverte ; tout le monde connaît le numéro de téléphone de Tébessa, comme

celui d'Alger d'ailleurs. Moi, je ne suis pas comme eux, un député avec un mandat de cinq ans ; moi, je suis un député permanent. Je suis à votre service pour trouver des solutions [...]. » L'orateur n'est pas un tribun rompu aux joutes électorales ; aux envolées lyriques, il préfère la concision du propos. Ses compétences clientélares, acquises de haute lutte, accomplissent le reste. Après avoir rappelé la solidité de son ancrage dans le terroir, reconnu sa dette à l'égard des gens d'El Ma Labiodh, l'ambassadeur convie les hommes de « sa tribu » à rejoindre la « grande tente » du FLN, non sans faire miroiter en passant les retombées de son capital clientélaire sur les siens. Le tonnerre d'applaudissements qui suit la prestation laisse penser que l'émissaire a réussi sa mission. Pour sceller la réconciliation, le fils des Brârsha convie les patriarches de la tribu, les *kebar al 'arsh*, à partager avec lui les délicieux plats traditionnels (de *rfis* et de *tshakh-tshukha*) que les femmes de la « tribu » ont spécialement préparés pour la circonstance⁵⁵. Le *meeting*, où il n'a été nullement question de programmes, se termine deux heures après avec la remise des doléances des « hommes de la tribu » à leur cousin, l'ancien ministre de l'Intérieur.

- 83 La « diplomatie tribale » de l'ambassadeur suffira-t-elle cependant à réconcilier les Brârsha avec le FLN et à éviter à celui-ci un décompte électoral le jour du scrutin ? La tâche paraît d'autant plus difficile que les Brârsha mécontents ont d'autres offres électorales. La plus importante d'entre elles provient de la fameuse « liste LG » dont le promoteur, un 'Abîdî, a offert la deuxième place à un représentant des Brârsha. Pareille liste aurait été perçue comme incongrue, dix ans en arrière. En ce temps-là, tandis que les Nememsha s'employaient à exercer leur domination sur les structures locales du Parti et de l'État, les lointains et vagues descendants du lignage sacré des Awlâd Sidi 'Abîd investissaient, eux, les circuits du « *trabendo* » (« marché noir »). La restauration musclée de l'ordre prétorien, la privatisation de la violence et la prolifération de la corruption politique ont, en dix longues années, chamboulé les rapports de force qui innervent la société.
- 84 La « liste LG » est à cet égard un précieux révélateur de ces mutations. Le premier, issu de la tribu des Awlâd 'Abîd de Bir El Ater, est le richissime Mohammed Djemii, vice-président du Groupe Essalam Electronics, alors concessionnaire de la firme LG ; le deuxième de la liste, Nemûshi de la fraction des 'Alâwna, est Mohamed Tahar Bouguetf, le commissaire du FLN désélectionné en 1997 par la direction de son parti au profit du général Abdelmajid Cherif. Or, le cousin de Bouguetf, le nommé Hadj Ferhi, un commerçant nememsha florissant, et le frère de l'affairiste Djemii sont associés dans une unité de friperie, la plus grande du pays : ce que les affaires ont enfanté, le clientélisme politique se charge de l'habiller, fut-ce au mépris des règles de la *'arûshiyya*. Or, le clientélisme est précisément « un rapport de dépendance non lié à la parenté, qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales [...]. Il s'agit d'une relation bilatérale, particulariste et diffuse [...] ; d'une relation de réciprocité [...] qui suppose un échange mutuellement bénéfique [...] entre partenaires inégaux » (Médard 1976 : 108). Les relations de clientèle, établies sur la base d'accords informels, sont souvent ambivalentes ; elles s'opèrent dans le sillage d'un « échange simultané de différents types de ressources, mais aussi des promesses de réciprocité, de solidarité et de loyauté [...] ». Les obligations interpersonnelles prévalent dans ses relations qui sont souvent formulées dans les termes de la loyauté personnelle » (Eisenstadt & Roniger 1984 : 48)⁵⁶.

- 85 Mohamed Tahar Bouguetf, n'étant parvenu ni à se faire élire avec sa « liste indépendante » aux législatives de juin 1997, ni à reprendre la *muhâfadha* qu'il a perdue depuis, pas davantage à faire carrière sous l'égide du général-major Mohammed Attailia⁵⁷, s'est résigné à négocier son « réservoir électoral tribal » avec le fortuné Mohamed Djemii. Dans son *staff*, le *tycoon* compte deux autres Nememsha au moins : Rezkallah, membre du bureau de l'Organisation nationale des enfants de Moudjahiddines et frère de Bouguessa Rezkallah (membre du bureau de la *muhâfadha* FLN de Tébessa) ; Youcef Bouterfa, président de l'association *Jazaïr al Karâma* (L'Algérie de la dignité) et secrétaire général local de la Coordination nationale des associations soutenant le Programme du président de la République⁵⁸. « La plupart de ceux qui sont mécontents du FLN soutiennent cette liste », affirme-t-on au quartier général de la machine électorale « LG »⁵⁹.
- 86 Les Nememsha peuvent donc seconder les Awlâd 'Abîd et leur prêter main forte, au grand dam de la *'arûshiyya*. « Je suis un vieux moudjahid, je suis FLN dans l'âme et je le demeurerai toujours, mais Bouguetf est mon cousin et je voterai pour lui par sentiment », confesse, du fond de son garage, converti à l'occasion en permanence électorale de la « liste LG », un policier retraité de la commune de Youks (El Hammamate)⁶⁰. Pour ce grandpère, issu des Nememsha 'Alâwna, le sentiment qu'il nourrit à l'égard de son cousin Bouguetf prime l'identification idéologique au FLN. « Si nous leur donnions un homme de la tribu pour caïd, tout le monde serait satisfait, même l'autorité » : l'homologie entre le dispositif du « cercle militaire » du XIX^e siècle et la politique électorale du FLN de ce début du XXI^e siècle, pour séduisante qu'elle puisse paraître pour certains, ne tient compte ni de la désagrégation des tribus, ni du clientélisme politique, ni de la corruption électorale.
- 87 Les 'Alâwna de Youks semblent préférer leur cousin Bouguetf, deuxième sur la « liste LG », plutôt que soutenir le FLN, alors même que ce dernier a placé un 'Alwâni, Chérif Bouziane, en tête de sa liste. À la vérité, Chérif Bouziane a grandi à Bir El Ater, parmi les Awlâd Sidi 'Abîd, loin des 'Alâwna. De plus, ses fonctions dans l'appareil judiciaire l'auraient éloigné de sa « tribu ». Le problème électorale du FLN est bien plus compliqué : les autres fractions alâwna pourraient voir dans leur *ibn al 'amm* (cousin), le président sortant de l'Assemblée populaire de la wilaya de Tébessa, Ferhat Ben Dhifallah, à qui le RND a remis la charge de conduire sa liste aux législatives, une bien sérieuse chance de décrocher un siège à l'Assemblée. Le problème du FLN est d'autant plus complexe que les trois formations islamistes, ex-Hamas, Islah et Ennahda, ont, pragmatisme oblige, remis aux Brârsha la charge de conduire leurs listes respectives.
- 88 Faudra-t-il compter alors sur un ultime ralliement électoral des Awlâd Yahia à leur représentant Lmita el Aïd, classé troisième sur la liste FLN ? C'est oublier la ligne de clivage qui traverse les Awlâd Yahia ben Taleb. Les Awlâd Yahia d'El Kouif, dont le *douar* était autrefois rattaché à la commune « mixte » de Tébessa, se considèrent désormais plus « évolués » que les Awlâd Yahia Megharsa et autres H'raïsiyya, ces derniers refusant au demeurant de se mettre sous la houlette des premiers. Or si les gens d'El Kouif semblent soutenir Lmita El Aïd, les Megharsa, furieux contre l'élimination, par la *muhâfadha*, de leur député sortant Ibrahim Belghit, manifestent ouvertement leur intention de sanctionner le vieux parti⁶¹.
- 89 Mais il y a plus : une liste exclusivement composée d'hommes de la tribu des Awlâd Yahia est en lice ; elle est conduite par un médecin connu à Tébessa, Mouldi Guahfez.

90 Dans une polité qui a vu prospérer les affairistes à l'ombre de la politique prétorienne, de l'affaiblissement des institutions de contrôle, de l'ouverture du commerce extérieur, de l'institutionnalisation de la corruption politique et de la privatisation de la violence, le répertoire exécuté par l'affairiste opulent de Tébessa est archétypique. Des dizaines de *tycoons* à la recherche de la notabilité, de la protection politique se présentent aux législatives. Les moins importants d'entre eux ne sont pas : le riche homme d'affaires Djillali Mehri, concessionnaire de Pepsi Cola et propriétaire d'hôtels Ibis en Algérie, en « candidat indépendant » à El Oued en 1997⁶⁷ ; le riche Mohamed Bouteldja, alors concessionnaire algérien du groupe Volkswagen, en « candidat indépendant » à Mostaganem en 2002⁶⁸ ; Mohamed Zahaf, président du club de football de Blida et copropriétaire des eaux minérales Sidi Kébir, en candidat du FLN dans la « ville des roses » en 2002 ; Imad Djafri, jeune « trabendiste » reconverti en affairiste, en « candidat indépendant » à Ouargla⁶⁹ en 2002 et 2007 ; Mohammed Guerrou, en « candidat indépendant » à Tébessa en 2002 et 2007 ; et le riche homme d'affaires

commerçant prospère, en « candidat indépendant » à Adrar en 2002 et 2007⁷⁰ (Hachemaoui 2007).

- 91 Au total, plus de treize listes, portant plus de 90 candidats, sont en lice, pour sept sièges à pourvoir⁷¹. Les résultats officiels des législatives du 30 mai 2002 à Tébessa donnent le tableau suivant : 2 sièges pour le FLN, 1 siège pour le RND, 1 siège pour l'ex-Hamas, 1 siège pour El Islah, 2 sièges pour les indépendants. La représentation nationale donnée par ces résultats est la suivante : 46,17 % de taux de participation ; 35,27 % des suffrages exprimés et 199 sièges sur les 389 que compte l'Assemblée populaire nationale pour le FLN ; 9,3 % des suffrages et 43 sièges pour El Islah ; 8,23 % des suffrages et 47 sièges pour le RND ; 7,05 % des suffrages et 38 sièges pour l'ex-Hamas ; 4,92 % des suffrages et 30 sièges pour les Indépendants ; les trente deux sièges restants étant répartis entre cinq petits partis⁷². Le FLN, le parti du président et du chef du gouvernement, s'il a raflé la majorité absolue des sièges à l'APN — allant ainsi au-delà même du score du RND aux législatives de juin 1997 — n'a pu obtenir, à Tébessa, que deux sièges seulement sur les sept dont dispose la circonscription. L'analyse des élections suivant la ventilation des voix par « partis politiques » et/ou « familles idéologiques » manque deux dimensions essentielles entre toutes : le dispositif autoritaire de contrôle des scrutins et les lignes de force qui travaillent la fabrique du politique. Or, si les résultats officiels rendus par le Conseil constitutionnel trois jours après le scrutin avancent 7 420 867 de suffrages exprimés dont 5 265 721 de votes pour l'ensemble des listes ayant remporté des sièges parlementaires, ne donnent en revanche aucune indication au sujet des quatorze partis attributaires des 2 155 146 bulletins restants ! Ce trou noir est d'autant plus curieux que le tableau officiel confère au parti ayant obtenu un siège avec le plus bas résultat, 14 465 bulletins, soit 0,19 % des suffrages exprimés...
- 92 À Tébessa, où la *'arûshiyya* fait office de paradigme pratique, la figuration des législatives se lit autrement : deux députés pour les Brârsha (Boudjerra Soltani de l'ex-Hamas et Abdelghafour Saadi d'El Islah) ; deux représentants pour les Alâwna (Chérif Bouziane du FLN et Ferhat Ben Dhifallah du RND) ; deux parlementaires pour les Awlâd Sidi 'Abîd (Mohamed Djemii de « LG » et Najib Aïssat du FLN) et un siège pour les Awlâd Yahia (le Dr Mouldi Guahfez). « And is not significant that when social anthropologist burrow in the micro-structures of Muslim societies, they generally come back with a picture very compatible with that of Ibn Khaldun ? » (Gellner 1993 : 85). Adopter pareille assumption revient à céder au *folk model* et à la métonymie théorique. Adossée au processus historique, aux relations de pouvoir et à l'ethnographie, l'interprétation ci-devant déroulée montre, à contre-pied des paradigmes dominants de la segmentarité et de la modernisation, la prévalence, dans cette arène locale en constante mutation, de trois « répertoires performatifs » : le tribalisme sans tribu, le clientélisme politique et la corruption électorale. L'élection présidentielle du 8 avril 2004 est, à l'heure de la « rupture de contrat » entre le noyau prétorien et le chef de l'État, un révélateur pertinent pour observer ces logiques à l'œuvre.

Tribalisme sans tribu, clientélisme politique et corruption électorale : concurrence et hybridation

- 93 La campagne électorale est dominée, au centre, par le bras de fer opposant le candidat Ali Benflis — qui bénéficie de l'appui du groupe du chef d'étatmajor, le général des corps d'armées Mohamed Lamari — au président sortant Abdelaziz Bouteflika, qui

contrôle les ministères de l'Intérieur et de l'Énergie⁷³. Le premier compte, parmi ses appuis, le FLN dont il est le chef, des généraux tel que Khaled Nezzar, des hommes d'affaires à l'image du magnat Rafik Khelifa, des « historiques » comme le commandant Azzedine, des titres influents de la presse privée, associations et figures de la « société civile ». Le « candidat-président » compte sur la distribution des bénéfices de la rente, l'administration préfectorale, la télévision nationale, les réseaux confrériques des *zawiya* et l'appui financier de *tycoons* à l'instar des frères Kouninaf (Hachemaoui 2011). Qu'en est-il des clivages dans l'arène de Tébessa qui, en plus des tribus, ne manque ni de généraux, ni de *tycoons* ?

- 94 Le résultat obtenu par le FLN à Tébessa lors des élections parlementaires du 30 mai 2002 est jugé décevant pour au moins deux raisons. La première est afférente au score réalisé aux législatives précédentes : en 1997, le vieux parti avait, il est vrai, arraché deux sièges, là où le RND, le parti du pouvoir d'alors, n'en a eu qu'un seul. Le deuxième motif de la déception a partie liée avec la « représentation de Tébessa dans les sphères du pouvoir » : Najib Aïssat, le député FLN dont « l'identité tribale » a fait « scandale », n'a pas été promu ministre dans le gouvernement Benflis comme annoncé lors de la campagne. Le contexte, tendu, est propice aux règlements de compte.
- 95 Le commissaire Hafdhallah, prenant les devants, décrète, lors d'une réunion tenue au lendemain des législatives, l'exclusion de onze membres du bureau de la *muhâfadha*. L'identité des exclus permet de mieux cerner les « clans » en conflit pour le contrôle du FLN à Tébessa : Badr Eddine Salmi (l'inamovible maire d'El Ma Labiodh), Rezkallah Bouguessa (dont le frère a soutenu la liste LG), Sebt Louafi et Traïya Amor (candidats malheureux à la candidature désélectionnés lors de la confection finale de la liste). Le centre, mis devant le fait accompli, dépêche *illico* deux membres du Comité central pour tenter de réconcilier les « frères ennemis ». Le cacique, voyant dans cette démarche un désaveu infligé à son autorité, remet sa démission — aussitôt acceptée par le secrétaire général du parti Ali Benflis —, du commissariat et du comité central. La vacance de la direction de la *muhâfadha* de Tébessa aiguise les appétits des principales forces de l'arène locale. La direction du parti du chef du gouvernement installe, à l'approche des municipales d'octobre 2002, une direction collégiale *ad hoc* à laquelle elle confie la charge de mettre en place une « commission de préparation des élections locales ». La structure, qui comprend treize membres dont le député Chérif Bouziane, est présidée par un transfuge du RND — l'oncle maternel d'un de ceux qui ont été exclus au lendemain des législatives. Les tractations battent leur plein pour la confection des listes de candidats à présenter aux élections locales : celles de l'assemblée populaire de *wilaya* (APW) et des assemblées populaires de communes (APC). L'enjeu, à l'heure du *boom* pétrolier, aiguise les appétits des groupes ; la présidence des assemblées municipales offrant, à l'ombre des budgets de développement local alloués par l'État central, une gamme d'opportunités lucratives : construire des réseaux d'échanges corrompus avec les *tycoons* attirés par l'attribution en gré à gré des marchés publics ; tisser des réseaux clientélistes pour la capture du précieux siège de sénateur, etc. Aussi les délibérations de la commission d'étude des dossiers de candidature s'opèrent-elles, non plus dans la *muhâfadha* assiégée de toutes parts, mais dans les bureaux feutrés de l'entreprise étatique de phosphate de la région.
- 96 L'arbitrage final consacre un nouveau rapport de forces ; les onze membres du FLN exclus par le commissaire Hafdhallah figurant tous sans exception sur les listes de la première machine électorale du pays. La liste des candidats du parti du chef du

gouvernement pour l'assemblée populaire de *wilaya* (APW) est conduite par El Hachemi Bakhouch. L'heureux élu, qui roule au volant d'une imposante BMW et demeure dans l'une des villas les plus distinguées de Tébessa, est un avocat prospère⁷⁴. Hachemi Bakhouch est par ailleurs le gendre du magnat tunisois Salim Chiboub, qui est lui-même gendre du président tunisien Ben Ali⁷⁵. Il y a plus : l'avocat est aussi l'ami d'un des ministres d'Ali Benflis. Hafdhallah, le commissaire déchu, est formel : « Après avoir choisi ses hommes de main dans les APC, il s'est porté, en violation du règlement intérieur du FLN, tête de liste APW, alors qu'il est membre de la commission de sélection des candidats : "C'est pour qu'il puisse se faire élire au Sénat" »⁷⁶. L'indéboulonnable Badr Eddine Salmi est reconduit à la tête de la commune d'El Ma Labiodh. Rezkallah Bouguessa est élu président de l'Assemblée municipale de la commune de Tébessa. Amor Traïya, huissier de justice désélectionné lors des législatives, est élu à l'APW.

- 97 Le fait le plus significatif de ces élections locales d'octobre 2002 est ailleurs : dans l'alliance opérée entre le FLN du député Chérif Bouziane et le patron de « LG Algérie » Mohamed Djemii. Un indice probant permet de l'attester : l'investissement public du député indépendant dans la campagne électorale du FLN à Tébessa : « J'ai eu un avis à donner sur pratiquement toutes les listes FLN [...]. J'ai soutenu Bekhouche el Hachemi pour qu'il soit en tête de la liste [FLN pour l'APW]. » L'affairiste n'est pas sans attendre le retour d'ascenseur : l'intégration du groupe parlementaire du parti des chefs d'État et du gouvernement. Interrogé à ce sujet en avril 2003, l'ancien « trabendiste » paraît serein : pour le député, membre de la « commission de la défense nationale de l'Assemblée », la chose est désormais acquise. À la vérité, le projet d'intégrer le nouveau parti du pouvoir n'est pas nouveau ; il remonte aux législatives. Selon le commissaire Hafdhallah : « LG m'avait proposé de prendre à sa charge tous les frais de la campagne électorale [du FLN à Tébessa] en échange de le placer deuxième sur la liste du parti. J'avais refusé parce qu'il n'avait pas de réservoir électoral. » Interpellé sur cette question, le tycoon, fuyant, rétorque : « J'ai déposé mon dossier, puis je l'ai retiré. Je n'ai pas rencontré Hafdhallah »⁷⁷. Qu'importe, dès lors que le rapprochement entre Mohamed Djemii et Chérif Bouziane du FLN de Tébessa est désormais public à partir de l'automne 2002. Le fait est de prime importance : il habille l'alliance entre la richesse et le pouvoir. Quand les opportunités économiques sont plus concluantes que les opportunités politiques, les personnes ambitieuses cherchent à utiliser la richesse pour capter le pouvoir (Huntington 1968 ; Johnston 2005).
- 98 La tendance se précise moins de deux ans plus tard ; les deux chefs, incarnant symboliquement l'argent, le pouvoir se retrouvent uniment à la direction de la campagne présidentielle de Bouteflika à Tébessa : le premier en tant que « président d'honneur » du comité tébessi de soutien du *raïs* ; le second en tant que chef de file des partisans du « candidat-président » au sein du FLN de Tébessa. Parmi ces derniers, on peut compter Badr Eddine Salmi, le maire d'El Ma Labiodh promu sénateur en décembre 2003 ; Mohamed Réda Jouini, grossiste de produits pharmaceutiques et vice-président de l'Assemblée populaire de *wilaya* (APW). Quelle alliance retrouve-t-on dans l'aile Ali Benflis du FLN ?
- 99 Tébessa, siège de la *muhâfadha* du FLN, le 21 mars 2004. Une réunion⁷⁸ du *staff* électoral, la première du genre depuis le lancement de la campagne électorale, se tient au siège du commissariat sous la direction du *muhâfedh* réincorporé⁷⁹, le revenant Hafdhallah. Elle regroupe une assemblée bigarrée et composée d'un peu plus d'une vingtaine de personnes dont Bengana, le directeur de la campagne électorale de « LG » aux

législatives de 2002, le président de l'APW Hachemi Bakhouch et Amor Traïya — celui-là même, on s'en souvient, qui fut exclu par l'assemblée générale du commissariat du vieux parti au lendemain des législatives de 2002. Le commissaire, ouvrant la réunion, déclare :

« [...] J'ai le plaisir de vous annoncer que le *shaykh* Mounir, ici présent, que Dieu accroisse sa fortune, prend à sa charge les frais de l'hébergement du candidat du FLN et de sa délégation à l'hôtel Dyr, le jour du *meeting* électoral qu'animerait Ali Benflis dans notre *wilaya*. Il prendra également à sa charge, le jour du *meeting*, les frais du transport et de restauration des gens du nord de la *wilaya*. Le *shaykh* Mounir annonce également qu'il prendra à sa charge la location d'une troupe de *fantasia* ainsi qu'une Mercedes pour accueillir Monsieur Ali Benflis à l'aéroport de Tébessa [...]. J'aurais souhaité être originaire des Awlâd Yahia pour m'abriter sous le parapluie du *shaykh* Mounir. [Rires]. »

100 Mais qui est donc ce *shaykh* Mounir pour lequel le professionnel de la '*arûshiyya* voudrait substituer son « identité tribale » d'homme des Nememsha Brârsha par celle d'un membre des Awlâd Yahia ? Mounir, contrairement à ce que laisse entendre le titre de *shaykh* par lequel le vieux *muhâfedh* le gratifie profusément, est un jeune homme de trente-huit ans. Que l'on ne s'y trompe pas : l'éloge du hiérarque du FLN à son égard n'est pas dicté seulement par des considérations platement électoralistes ; dans la Tébessa d'aujourd'hui, ce titre révérencieux est décerné aux jeunes *tycoons* en hommage à leur réussite sociale fulgurante⁸⁰. Le *shaykh*, avant de devenir un patron envié et respecté, a dû cependant emprunter un parcours bien tortueux. Mounir est issu d'une famille des Awlâd Yahia qui, nombreuse et sans capital particulier, s'est installée dans la ville de Tébessa aux premières années de l'indépendance. Le jeune garçon est séduit, dès l'adolescence, par l'islamisme qui se répand dans l'Algérie du « socialisme spécifique ».

101 De proche en proche, il intègre les cercles de communalisation religieuse et gravit les échelons de la hiérarchie militante. Dans les campus masculins de l'Université de Constantine, le jeune étudiant de génie mécanique pousse la barbe, prêche le *hadith*, dirige les prières et s'entraîne aux arts martiaux. Fasciné par la geste afghane, il rejoint les *mûjahidîn* en 1988. C'est là que le jihadiste aurait appris à « déminer les bombes », dit-il, en exhibant fièrement, tel un trophée de guerre, une blessure au pied droit. Mounir pose à travers ce récit les deux premières fondations de son itinéraire : la militance islamiste et le jihadisme en Afghanistan. L'Afghan arabe, de retour au pays, refuse pour autant de rejoindre les groupuscules jihadistes qui se forment au début des années 1990. À ce maquis-là, Mounir préfère celui de la contrebande. Grâce au « coup de main d'un gros contrebandier de Bir el Ater », il s'introduit dans les réseaux du « *trabendo* ». Le jihadiste, troquant le tapis de prière contre le sac d'argent, se place sur les marchés les plus porteurs : le *kif*, le « Marlboro », les voitures volées, l'or ; rien ne lui résiste. Il append de proche en proche les ficelles du métier : ou comment étendre les réseaux de complicités, « acheter les routes », élever des « murs de silence », sécuriser le *business* ? Le « *trabendiste* » endurci, multipliant les « coups » entre le Sahara, la Sicile et Dubaï, parvient ainsi à amasser, en une décennie, une richesse impressionnante : parc de voitures de luxe, appartements, villa et hôtel. Le bandit vagabond change de régime de subjectivité : en quête d'une notabilité sociale et d'une protection politique, il se glisse dans les habits neufs du notable évergète. « Je finance la campagne électorale parce que demain, j'aurais besoin du soutien du Président Ali Benflis pour ouvrir une usine et régler mes problèmes avec la Justice ; la politique n'étant rien d'autre que des intérêts », lance le *shaykh* Mounir au volant de son

imposant 4x4, qui devance, à toute allure, le cortège de la délégation du FLN sur sa route vers El Ouenza ; la ville minière devant abriter, en cette matinée du 18 mars 2004, un *meeting* électoral. Moins d'une heure plus tard, l'un des intervenants à la manifestation publique, ministre dans le gouvernement Benflis originaire de la région, devait pourtant s'écrier : « C'est l'État qui a encouragé la mafia et la contrebande »⁸¹. Et le financier déclaré de la campagne du candidat Benflis à Tébessa de confesser deux jours plus tard : « Moi, je suis un repris de justice. On m'a attrapé en train de faire entrer illégalement des camions par la frontière [algéro-tunisienne]. J'avais importé du tissu de l'Asie du sud-est [...]. Je suis associé avec trois hommes d'affaires dans une usine de cuir en Tunisie. » L'ancien militant islamiste aime à répéter un précepte qu'il attribue au Calife Omar, qui dit : « Le Droit, sans l'argent, est perdant [*al haqq bidûn al mâl maghlûb*]. »

- 102 Aussi refuse-t-il de donner de l'argent à la *muhâfadha* du FLN comme il l'avait fait aux élections de 2002. « J'ai beaucoup couru pour faire gagner mon ami Lounis lors des législatives. » Sans succès : le patron de l'Union sportive de Tébessa (UST), quatrième sur la liste des candidats FLN, n'avait aucune chance. Le *tycoon*, méditant cet échec, entend cette fois sortir de l'ombre, ajuster sa posture, faire honneur à son rang de notable. Aussi lancet-il son propre « comité de soutien » à la candidature présidentielle de Ali Benflis : c'est désormais dans l'hôtel Théveste — situé au cœur de la vieille ville qu'il a récemment acheté auprès de son ami patron de l'UST — que le financier a choisi d'établir son quartier général. Le QG du *shaykh* Mounir est visible de partout : l'immense poster du candidat Ali Benflis, qui habille la façade de l'hôtel, trône par-dessus la muraille romano-byzantine qui ceinture la vieille médina. Le « comité de soutien » est également audible de partout : des hauts parleurs, installés sur les balcons de la fondation, répercutent, à grands décibels, le tube électoral « Benflis... raïs ».
- 103 Mais il y a plus : le patron dispose d'une équipe de jeunes militants associatifs mise à sa disposition par Mohsen, ancien de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA) et chef local du Forum national du mouvement associatif. La structure, montée début 2003, ambitionne de fédérer les associations de la société civile pour les mettre au service de Ali Benflis, alors chef du gouvernement et présidentiable quasi déclaré. Le limogeage de ce dernier en mai 2003 a sérieusement compromis les chances de réussite du projet, celui-ci étant, autoritarisme oblige, dépendant de la machine administrative et de l'allocation des subventions de l'État. Qu'importe : le capital militant du jeune Mohsen a convaincu le financier électoral. Une « sociation par l'échange » s'installe entre les deux partenaires : au premier d'apporter au « comité de soutien » du *tycoon* une armée de jeunes dévoués à la cause du candidat Ali Benflis ; au notable de renforcer le crédit social du militant en conviant celui-ci à ses tournées électorales en 4x4, en sirotant le thé avec lui sur la terrasse de son hôtel, en offrant le gîte et le couvert aux lieutenants de ce dernier⁸². Le *shaykh* est dans le salon de son hôtel en train de fumer son narguilé en ce début de matinée du samedi lorsque le gardien vient lui annoncer l'arrivée d'une délégation venue d'El Ouenza. Le *shaykh*, au courant de la visite des deux hommes, les reçoit sans plus tarder⁸³. Une fois le thé apporté, il intime l'ordre au chasseur de refermer la porte et de ne plus le déranger. Les transactions clientélares peuvent commencer. « Je suis venu te voir pour l'affaire des *'arûsh* : les Awlâd Yahia sont avec Bouteflika à El Ouenza ; il faut que tu assistes avec d'autres notables des Awlâd Yahia pour changer le cours des choses », lance tout de go l'un des deux délégués, secrétaire local de l'Organisation nationale des enfants de martyres de la

guerre d'indépendance. L'ancien syndicaliste licencié de la mine d'El Ouenza poursuit son exposé des motifs : « Mohamed Djemii [le président d'honneur du comité de soutien de la candidature de Bouteflika à Tébessa] vient de nommer à El Ouenza un gars des Awlâd 'Abîd [comme lui] pour représenter Bouteflika. Les Awlâd Yahia se sont fâchés et ont nommé une personne des leurs. » Le *shaykh* Mounir promet aux représentants de « venir avec deux autres notables des Awlâd Yahia : un avocat et un huissier de justice ». Le *tycoon* s'engage sur le champ à financer la location de cinq permanences électorales à El Ouenza et à payer les frais de transport des « gens du Nord » qui désirent assister au *meeting* de Ali Benflis. Le financier ne manque pas de rappeler aux deux émissaires qu'il « réquisitionne l'hôtel Dyr [du centre-ville de Tébessa] pour Benflis et sa délégation ». Le notable libère les deux messagers afin qu'ils puissent « régler quelques problèmes organiques » au commissariat du FLN. À leur retour, il se réunit avec eux, à huis clos.

- 104 Le notable évergète reçoit plusieurs « représentants », tantôt de « tribus », tantôt de la « société civile », pour demander le financement d'une permanence électorale, pour annoncer son allégeance, pour marchander le vote de son « réservoir électoral ». Le *shaykh* Mounir, confiant en ses compétences de « grand électeur », conclut : « La campagne électorale est une affaire d'argent. » Dans l'amphithéâtre d'El Ouenza où se déroule, en cette journée du 18 mars 2004, le *meeting* électoral des partisans de Ali Benflis, les jeunes chômeurs qui remplissent le hall ne l'entendent cependant pas de cette oreille. « Je ne voterai pas. Pour qui voter ? Pourquoi voter ? Je prendrai 1 000 DA⁸⁴ mais je ne voterai pas. La jeunesse suit l'argent », lâche l'un d'eux sur le ton de la colère⁸⁵. Rencontré au même endroit, quatre jours plus tard⁸⁶, Mustapha est devenu, à l'instar de ses quatorze copains, « agent d'ordre » du parti islamiste al Islah du *shaykh* Abdallah Djabllah. Le jeune homme glisse discrètement : « On suit l'argent. Ils nous ont donné 1 000 dinars, l'autre moitié, on l'aura le jour du vote. » L'achat des voix n'est pas, à l'heure de la légitimation normative de la corruption, l'apanage des seuls *tycoons*.

La quête du leadership de Bouteflika : vers l'invention d'un nouveau makhzen ?

- 105 Abdelaziz Bouteflika est originaire de la périphérie immédiate de Nédroma, la vieille cité de l'ouest algérien⁸⁷ ; né et élevé dans la ville marocaine d'Oujda, son éducation est marquée par le système symbolique du *makhzen*⁸⁸. Sa quête du *leadership* porte l'empreinte de cette culture (Hachemaoui 2004). Bouteflika, *primus inter pares* coopté par le collège des prétoriens en 1999, semble adopter, pour construire son *leadership*, le paradigme du « centre mobile » ; pour y parvenir, il paraît faire sienne la devise sultanienne : « Erres et tu déjoueras tes adversaires ; assieds-toi et ils te déjoueront » (Geertz 1999). Le chef de l'État, candidat officieux à sa succession, sillonne sans relâche, entre juillet 2003 et février 2004, pas moins de 35 départements sur les 48 que compte le pays. Bouteflika semblerait convaincu qu'il y a de la *baraka* dans la « *harka* »⁸⁹. Le « mouvement » présidentiel, retransmis quotidiennement et dans le détail par la télévision d'État, se déroule suivant un rituel bien réglé : cérémonies d'accueil officiel ; bains de foule populaires, baroud et *fantasia* ; inaugurations pompeuses d'édifices publics ; allocation des bénéfices de la rente aux *wilayas* (sous l'appellation officielle de « programmes complémentaires ») ; visites pieuses aux *zawiyas* ; lecture, par les

notables tribaux et confrériques, des « motions de soutien » (« *lawâ'ih al musânada* ») exhortant le *raïs* de briguer un deuxième mandat présidentiel (Hachemaoui 2004).

- 106 Tébessa, le 22 mars 2004, vers 17 h 30. Le chef de l'État, fort de sa politique de patronage et du soutien discret mais décisif de la police politique (Hachemaoui 2009, 2011), est assuré de l'appui de l'administration, des réseaux de solidarité tribale, et, *last but not least*, des principaux *tycoons* du pays. À Tébessa, la machine électorale de Bouteflika, fruit de l'alliance entre le pouvoir, le tribalisme et l'argent, a fonctionné à plein régime. Les partisans, transportés et pris en charge par les « comités de soutien » du *raïs* à coup de restauration, sont venus de tous les coins du département. Le palais des sports de la ville déborde littéralement sous la pression des foules⁹⁰. Un vieux turban, anticipant le plébiscite du *raïs*, lâche du haut de ses soixante dix ans un proverbe qu'il attribue au *shaykh* Larbi Tébessi : « Tébessa s'assemble avec un flatteur et se fractionne avec un tambourin »⁹¹. « Assemblage » et « fractionnement » : ce sont aussi les termes que Jacques Berque avait employés pour éclairer l'énigme de la tribu nord-africaine.

107 *

- 108 Ni les standards de « l'étude scientifique » de la politique électorale ni les paradigmes segmentaire et/ou (néo)khalidunien ne permettent, on l'a vu, d'élucider l'intrigue électorale algérienne : celle-ci, qui ne procède ni par rémanence ni par réveil, relève d'un paradoxe, celui d'un tribalisme sans tribu. Le détour par la sociologie historique a montré, d'une part, l'inanité de la tribu en tant que « communauté exerçant une souveraineté sur un territoire » et, d'autre part, l'efficace du tribalisme en tant que discours social et mode d'identification. L'ethnographie du jeu politique à Tébessa a permis de situer les lignes de clivage du corps électoral, de repérer les ressorts cachés de la politique locale, d'identifier les forces sociales de l'arène régionale. L'interprétation, en explorant par-delà les notions attrapetout de « transition vers la démocratie » et de « société tribale », a éclairé *what's really going on*.
- 109 Trois répertoires performatifs, gouvernés par des logiques de concurrence et d'hybridation, sont à l'œuvre dans cette fabrique du politique : au tribalisme d'offrir la grammaire du lien de solidarité et la représentation de la société idéale ; au clientélisme d'instaurer un échange social entre inégaux et un mode de régulation de la rareté ; à la corruption électorale de combler, par les libéralités et l'achat des voix, les déficits de régime des deux premiers. Le tribalisme représente, pour les candidats à la députation, le mode d'allégeance et de solidarité culturellement le plus ancré pour affirmer leur prétention à la représentation. Ces derniers ont toutefois besoin, pour contourner les effets de la désagrégation de la tribu et de l'autoritarisme électoral, de mobiliser d'autres ressources : le patronage, qui du pouvoir central, qui des puissances d'argent. Le tribalisme, en tant qu'idéal de structure hiérarchique et de contrôle social, représente pour les groupes du centre — qui sont soucieux de la résilience d'un « régime à pluralisme limité, non responsable et sans idéologie directrice élaborée ni volonté de mobilisation intensive ou extensive » —, un dispositif de contrôle, un répertoire de revendication non programmatique et un mode d'intégration des groupes sociaux dans le système. Les gouvernants ont toutefois besoin, pour amortir les conséquences sociales de la crise fiscale de l'État, de l'arbitraire et de la corruption administrative, de remobiliser, avec le retour du *boom* pétrolier, un autre répertoire : l'allocation des bénéfices de la rente des hydrocarbures en échange de la loyauté politique. Or la formule, depuis l'érosion de la « légitimité historique » et la dé-

légitimation subséquente à la politique prétorienne, ne marche plus aussi bien que le prétend le discours des officiels — et la vulgate des politistes (Hachemaoui à paraître). Aussi, les tenants du régime autoritaire, pour tenter d'endiguer la défection, recourent-ils aux magnats pour financer les campagnes électorales, offrir des cadeaux, donner des jeux, acheter des voix. Les *tycoons*, pour acquérir la protection des groupes du centre, réinvestissent une partie des bénéfices par eux tirés de l'évasion fiscale et de la corruption dans les partis du pouvoir central, dans leurs propres machines électorales, employant, pour assurer leur entreprise, les idiomes du tribalisme et du clientélisme. Ce système électoral, loin de « créer les conditions permettant l'avènement de la transition démocratique », contribue, bien au contraire, au maintien du *statu quo* autoritaire. Dans ce groupement politique, l'État et la société, au plus loin d'être des entités intrinsèques, cohérentes et séparées par une frontière délimitant leurs périmètres, s'avèrent bien plutôt amorphes, désagregés et inscrits dans une arène de conflits larvés, de contournements contingents et d'arrangements précaires à travers lesquels s'opère la survie du régime autoritaire.

BIBLIOGRAPHIE

ABU-LUGHOD, L.

1987 *Veiled Sentiments. Honor and Poetry in a Bedouin Society*, Berkeley, California University Press.

1989 « Zones of Theory in the Anthropology of the Arab World », *Annual Review of Anthropology*, 18 : 267-306.

ADDI L.

1990 *L'impasse du populisme. L'Algérie : collectivité politique et État en construction*, Alger, ENAL.

AGERON C.-R.

1964 *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, PUF (« Que sais-je ? », 400).

1968 *Les musulmans algériens et la France, 1871-1919*, t. 1, Paris, PUF.

AKBAR S.A & HART, D. (EDS.)

1984 *Islam in Tribal Societies. From the Atlas to the Indus*, London, Routledge & Paul Kegan.

AL-AZMEH, A.

1981 *Ibn Khaldûn in Modern Scholarship : A Study in Orientalism*, London, Third World Center for Research and Publishing.

1990 *Ibn Khaldûn. An Essay in Reinterpretation*, London, Routledge.

ANDERSON B.

1996 [1983] *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.

ANDERSON L.

1999 « Politics in the Middle East. Opportunities and Limits in the Quest for Theory », in M. A. TESSLER (ed.), *Arab Studies and Political Science. Strategies for Understanding Middle East Politics*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press.

ANONYME

2001 « Des Aurès à Tunis », *Naqd. Revue d'études et de critique sociale*, 14-15 : 239-243.

APPADURAI A.

1986 « Theory in Anthropology : Center and Periphery », *Comparative Study in Society and History*, 28 (2) : 356-361.

ASAD T.

1970 *The Kababish Arabs. Power, Authority and Consent in a Nomadic Tribe*, London, Hurst & Co.

1986 « The Idea of an Anthropology of Islam », *Occasional Papers Series*, Mars, Center for Contemporary Arab Studies, Georgetown University.

1993 *Genealogies of Religion. Discipline and Reasons of Power in Christianity and Islam*, Baltimore, Johns Hopkins University.

BALANDIER G.

1985 *Le détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard (« L'espace du politique »).

BAYART J.-F.

1989 *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.

BERQUE A.

1986 *Écrits sur l'Algérie*, Réunis et présentés par J. Berque, postface de Jean-Claude Vatin, Aix-en-Provence, Édisud.

BERQUE J.

1954 « Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine ? », in collectif, *L'éventail de l'histoire vivante : hommage à Lucien Febvre*, Paris, Armand Colin : 261-271.

1978 *L'Intérieur du Maghreb*, Paris, Gallimard.

1982 *Ulémas, fondateurs et insurgés du Maghreb. XVII^e siècle*, Paris, Sindbad.

BOONE C.

2003 *Political Topographies of the African State. Territorial Authority and Institutional Choice*, Cambridge, Cambridge University Press.

BOURDIEU P.

1972 *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédée de trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz.

BRIQUET J.-L.

1998 « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques », in J.-L. BRIQUET & F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF : 7-36.

CARLIER O.

1995 *Entre nation et djihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de Sciences Po.

CASTEL P.

1876 *Tébessa. Histoire et description d'un territoire algérien*, 2 t., Paris, Henry Paulin & Cie éditeurs.

CATON S.

1987 « A Critique of the Segmentary Model in the Middle East », *International Journal of Middle East Studies*, 19 (1) : 77-101.

1991 « Anthropological Theories of Tribe and State Formation in the Middle East : Ideology and the Semiotics of Power », in P. KHOURY & J. KOSTINER (eds.), *Tribes and State Formation in the Middle East*, London, Tauris : 74-108.

CHEDDADI A.

2006 *Ibn Khaldûn. L'homme et le théoricien de la civilisation*, Paris, Gallimard (« Bibliothèque des histoires »).

CLANCY-SMITH, J.

1994 *Rebel and Saint : Muslim Notables, Populist Protest, Colonial Encounters. Algeria and Tunisia 1800-1904*, Berkeley, University of California Press.

COLONNA F.

1974 « Cultural Resistance and Religious Legitimacy in Colonial Algeria », *Economy and Society*, 3 (3) : 233-253.

1975 *Instituteurs algériens 1883-1939*, Paris-Alger, Presses de la FNSP-OPU. 1980 « Saints furieux, saints studieux ou, dans l'Aurès, comment la religion vient aux tribus », *Annales ESC*, 35 (3) : 642-662.

1995 *Les versets de l'invincibilité. Permanences et changements religieux dans l'Algérie contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po.

DIGARD J.-P.

1973 « Histoire et anthropologie des sociétés nomades : le cas d'une tribu d'Iran », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 28 (6) : 1423-1435.

DJERBAL D.

1993 « Civil ou militaire, la question du pouvoir dans le mouvement national en Algérie », *Naqd, revue d'études et de critique sociale*, 4, janvier-mars : 45-53.

DRESH P.

1988 « Segmentation : Its Roots in Arabia and Its Flowering Elsewhere », *Cultural Anthropology*, III (3) : 50-67.

EISENSTADT S. & RONIGER, L.

1984 *Patrons, Clients and Friends : Interpersonal Relations and The Structure of Trust in Society*, Cambridge, Cambridge University Press.

ÉQUIPE ÉCOLOGIE ET ANTHROPOLOGIE DES SOCIÉTÉS PASTORALES (DIR.)

1979 *Production pastorale et société*, Cambridge, Cambridge University Press ; Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.

ESTABLET C.

1991 *Être caïd dans l'Algérie coloniale*, Paris, CNRS.

EVANS-PRITCHARD, E.

1949 *The Sanusi of Cyrenaica*, Oxford, Clarendon Press.

1968 [1940] *Les Nuer. Description des modes de vie et des institutions politiques d'un peuple nilote*, Paris, Gallimard.

FAVRET J.

1966 « La segmentarité au Maghreb », *L'Homme*, 6 (2) : 105-111.

1967 « Le traditionalisme par excès de modernité », *Archives européennes de Sociologie*, VIII : 71-93.

FORTES M. & EVANS-PRITCHARD, E. (eds.)

1940 *African Political Systems*, London, Routledge & Paul Kegan.

FRÉMEAUX, J.

1993 *Les Bureaux arabes dans l'Algérie de la conquête*, Paris, Denoël.

GEERTZ C.

1973 « Thick Description : Toward an Interpretative Theory of Culture », in C. GEERTZ (ed.), *The*

Interpretation of Cultures. Selected Essays, New York, Basic Books : 3-32.

1986 [1983] « Centres, rois et charisme : réflexion sur les symboles du pouvoir », in C. GEERTZ (dir.), *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, traduit de l'anglais par Denise Paulme, Paris, PUF : 153-182.

1992 [1968] *Observer l'Islam. Changements religieux au Maroc et en Indonésie*, traduit de l'anglais par Jean-Baptiste Grasset, Paris, La Découverte.

1999 [1986] « Centres, rois et charisme : réflexions sur les symboliques du pouvoir », in C. GEERTZ (dir.), *op. cit.* : 153-182.

GEERTZ H.

1971 « Review of Saints of the Atlas », *American Journal of Sociology*, 76 : 763-766.

GELLNER E.

1969 a « Swing Pendulum Theory of Islam », in R. ROBERTSON (ed.), *Sociology of Religion. Selected Readings*, London, Penguin.

1969 b *Saints of the Atlas*, Londres, Weidenfeld & Nicolson.

1970 « Pouvoir politique et fonction religieuse dans l'Islam marocain », *Annales*, mai-juin, 3 : 699-713.

1972 « Doctor and Saint », in N. R. KEDDIE (ed.), *Scholars, Saints, And Sufis. Muslim Religious Institutions Since 1500*, Berkeley, California University Press.

1991 « Tribalism and the State in the Middle East », in P. KHOURY & J. KOSTINER (eds.), *Tribes and State Formation in the Middle East*, London, Tauris : 109-126.

1993 [1981] *Muslim Society*, Cambridge, Cambridge University Press.

1995 *Gellner, Anthropology and Politics. The Revolution in the Sacred Grove*, Oxford, Blackwell Publishers.

GELLNER E. & WATERBURY, J. (eds.)

1977 *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*, London, Duckworth.

GODELIER M.

1973 *Horizon. Trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspero.

GRANDGUILLAUME G.

1976 *Nédroma. L'évolution d'une médina*, Leiden, Brill.

GUPTA A.

1995 « Blurred Boundaries : The Discourse of Corruption, the Culture of Politics, and the Imagined State », *American Ethnologist*, 22 (2), mai : 375-402.

HACHEMAOUI M.

2003 « La représentation politique en Algérie. Entre médiation clientélaire et prédation (1997/2002) », *Revue française de science politique*, 53 (1), février : 35-71.

2004 *Clientélisme et corruption dans le système politique algérien (1999/2004)*, Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques de Paris.

2007 « La quête de représentation d'un "notable du cru" », *Maghreb et Sciences Sociales*, 2007 : 295-306.

2009 « Permanences des règles du jeu politique algérien », *Politique étrangère*, 2 : 309-321.

2011 « La corruption politique en Algérie : l'envers de l'autoritarisme », *Esprit*, juin : 111-135.

À paraître « La rente entrave-t-elle vraiment la démocratie ? Réexamen critique des théories de l'«État rentier» et de la malédiction des ressources », *Revue française de science politique*, 62 (2), avril.

HAMMOUDI A.

1974 « Segmentarité, stratification sociale, pouvoir politique et sainteté. Réflexions sur les thèses de Gellner », *Hespéris-Tamuda*, XV : 147-180.

1980 « Sainteté, pouvoir et société. Tamgrout aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Annales. ESC*, 35 (3) : 615-641.

1997 *Master and Disciple. The Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism*, Chicago, Chicago University Press.

2007 « Phénoménologie et ethnographie. À propos de l'habitus kabyle chez Bourdieu », *L'Homme*, 184 : 47-84.

HARBI M.

1985 [1980] *Le FLN mirage et réalité. Des origines à la prise de pouvoir*, Paris, Éditions Jeune Afrique.

1992 *L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens ?*, Paris, Arcantères.

1997 « Le complot Lamouri », in C.-R. Ageron (dir.), *La guerre d'Algérie et les Algériens*, Paris, Armand Colin : 151-168.

1998 [1984] *1954, la guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Complexe.

2001 *Une vie debout. Mémoires politiques*, t. 1 : 1945-1962, Paris, La Découverte.

HERMASSI E.

1972 *Leadership and National Development in North Africa*, Berkeley, University of California Press.

HERMET G., ROUQUIÉ, A. & LINZ, J.

1978 *Des élections pas comme les autres*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.

HOBBSBAWM E. & RANGER, T. (EDS.)

1992 [1983] *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.

HOGDSON M.

1977 *The Venture of Islam. Conscience and History in World Civilisation*, Chicago, University of Chicago Press.

HUNTINGTON S.

1968 *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press.

IBN KHALDÛN

2002 *Le Livre des Exemples*, t. 1, *Autobiographie, Muqaddima*, traduction, présentation et notes de A. Cheddadi, Paris, Gallimard (« Bibliothèque de la Pléiade »).

JEANSON F. & JEANSON, C.

1955 *L'Algérie hors la loi*, Paris, Éditions du Seuil.

JOHNSTON M.

2005 *Syndromes of Corruption. Wealth, Power, and Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.

JULIEN C.-A.

1972 [1952] *L'Afrique du Nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française*, Paris, Julliard.

LECA J. & SCHEMEIL, Y.

1983 « Clientélisme et néo-patrimonialisme dans le monde arabe », *International Political Science Review*, 4 : 456-494.

LECA J. & VATIN, J.-C.

1975 *L'Algérie politique. Institutions et régime*, Paris, Presses de la FNSP.

LERNER D.

1958 *The Passing of Traditional Society. Modernizing the Middle East*, New York, Free Press.

LEVEAU R.

1976 *Le fellah marocain défenseur du trône*, Paris, Presses de la FNSP.

LINZ J.

1975 « Totalitarian and Authoritarian Regimes », in F. GREENSTEIN & N. POLSBY (eds.), *Handbook of Political Science*, 3, Massachusetts, Addison-Wesley Press : 175-411.

2000 *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

MAARFIA M.

1981 *La passion du fellagha*, Paris, La Pensée universelle.

MALEK R.

1991 *Tradition et révolution. Le véritable enjeu*, Alger, Bouchène.

MARTINEZ-GROS, G.

2006 *Ibn Khaldûn et les sept vies de l'Islam*, Paris, Actes Sud (« Sindbad »).

MARX K. & ENGELS, F.

1968 [1845] *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales.

MÉDARD, J.-F.

1976 « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, 1 : 103-131.

MEEKER M.

1979 *Literature and Violence in North Arabia*, Cambridge, Cambridge University Press.

MERAD A.

1967 *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1960. Essai d'histoire religieuse et sociale*, Paris-La Haye, Mouton & Cie.

MEYNIER G.

2002 *Histoire intérieure du FLN. 1954-1962*, Paris, Fayard.

MITCHELL T.

1991 « The Limits of the State : Beyond Statist Approaches and their Critics », *American Political Science Review*, 85 (1), mars : 77-96.

MORIZOT J.

1992 *L'Aurès ou le mythe de la montagne rebelle*, Paris, L'Harmattan.

MURATI P.

1998 [1937] « Le maraboutisme ou la naissance d'une famille ethnique dans la région de Tébessa », Alger, OPU : 256-315.

NOUSCHI A.

1961 *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises. De la conquête jusqu'en 1919. Essai d'histoire économique et sociale*, Paris, PUF.

O'DONNELL, G. & SCHMITTER, P. (eds.)

1986 *Transition from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P.

1995 « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1 : 71-109.

PETERS E.

1967 « Some Structural Aspects of the Feud among the Camelherding Bedouin of Cyrenaica », *Africa*, 37 : 261-282.

PEYROULOU J.-P.

2009 *Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale*, Paris, La Découverte.

PIATTONI S. (ED.)

2001 *Clientelism, Interests, and Democratic Representation : The European Experience in Historical and Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.

DELLA PORTA, D. & VANNUCCI, A.

1999 *Corrupt Exchanges : Actors, Resources and Mechanisms of Political Corruption*, New York, Aldine de Gruyter.

2006 « A Typology of Corrupt Networks », in J. KAWATA (ed.), *Comparing Political Corruption and Clientelism*, Aldershot, Ashgate Publishing : 23-43.

PRIPSTEIN POSUSNEY, M.

2005 « Multiparty Elections in the Arab World : Election Rules and Opposition Responses », in M. PRIPSTEIN POSUSNEY & M. PENNER ANGRIST (eds.), *Authoritarianism in the Middle East. Regimes and Resistance*, Boulder-London, Lynne Rienner Publishers : 91-118.

PRZEWORSKI A.

1991 *Democracy and the Market. Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press.

QUANDT W.

1998 *Between Ballots and Bullets. Algeria's Transition from Authoritarianism*, Washington, DC, Brookings Institution Press.

REY-GOLDZEIGUER, A.

1977 *Le Royaume arabe. La politique algérienne de Napoléon III. 1861-1870*, Alger, SNED.

RONIGER L.

2004 « Political Clientelism, Democracy, and Market Economy » (review article), *Comparative Politics*, avril : 353-375.

ROSEBERRY W.

1997 « Marx and Anthropology », *Annual Review of Anthropology*, 26 : 25-46.

ROY O.

1994 « Clientélisme et groupes de solidarité : survivance ou recomposition ? », in G. SALAMÉ (dir.), *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard : 397-412.

SAHLINS M.

1989 *Des îles dans l'histoire*, Paris, Éditions de l'EHESS ; Gallimard, Éditions du Seuil.

SALZMAN P. C.

1979 a « Inequality and Oppression in Nomadic Society », in Équipe écologie et anthropologie des sociétés pastorales (dir.), *op. cit.* : 429-446.

- 1979 b « Tribal Chief as Middlemen : The Politics of Encapsulation in the Middle East », *Anthropological Quarterly*, 2 : 203-210.
- SCHEDLER A. (ED.)
2006 *Electoral Authoritarianism. The Dynamics of Unfree Competition*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- SCHMIDT S. (ED.)
1977 *Friends, Followers and Factions*, Berkeley, University of California Press.
- SCOTT J.
1985 *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press.
1990 *Domination and the Art of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- SEURAT M.
1985 *L'État de barbarie*, Paris, Éditions du Seuil.
- VON SIVERS, P.
1973 « The Realm of Justice : Apocalyptic Revolts in Algeria, 1849-1879 », *Humaniora Islamica*, 1 : 47-60.
1980 « Les plaisirs du collectionneur : capitalisme fiscal et chefs indigènes », *Annales. ESC*, 3-4, mai-août : 679-699.
- SWARTZ M., TURNER, V. & TUDEN, A.
1967 *Political Anthropology*, Chicago, Aldine Press.
- DE TOCQUEVILLE, A.
1988 [1968] *De la colonie en Algérie*, présentation de T. Todorov, Bruxelles, Complexe.
- TOZY M.
1999 *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences Po.
- TURIN Y.
1971 *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale : écoles, médecine, religion, 1830-1880*, Paris, Maspero.
- VEYNE P.
1995 [1976] *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Éditions du Seuil.
- VIOLETTE M.
1931 *L'Algérie vivra-t-elle ?*, Paris, Alcan.
- VITALIS R.
1994 « Business Conflict, Collaboration, and Privilege in Interwar Egypt », in J. MIGDAL, A. KOHLI & V. SHUE (eds.), *State Power and Social Forces. Domination and Transformation in the Third World*, Cambridge, Cambridge University Press : 174-206.
- WATERBURY J.
1975 *Le commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite*, traduit de l'anglais par Catherine Aubin, Paris, PUF.
- WEDEEN L.
1999 *Ambiguities of Domination. Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*, Chicago, University of Chicago Press.
2002 « Conceptualizing Culture : Possibilities for Political Science », *American Political Science Review*, 96 (4) : 713-728.

2009 « Ethnography as Interpretative Enterprise », in E. SCHATZ (ed.), *Political Ethnography. What Immersion Contributes to the Study of Power*, Chicago, University of Chicago Press : 75-117.

WERENFELS I.

2007 *Managing Instability in Algeria. Elites and Political Change since 1995*, London-New York, Routledge.

YACONO X.

1953 *Les Bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigènes dans l'ouest du Tell algérois (Dahra, Chélif, Ouarsenis, Sersous)*, Paris, Larose.

ZUBAIDA S.

1995 « Is There a Muslim Society ? Ernest Gellner's Sociology of Islam », *Economy and Society*, 24 (2) : 151-188.

NOTES

1. Pour reprendre l'heureuse expression du Pr Jean Leca. Communication personnelle (Paris, mai 2008).

2. Nous adoptons ici la définition séminale forgée par Juan LINZ (1975 : 175-411, 2000 : 1-48), selon laquelle les régimes autoritaires sont des « systèmes à pluralisme limité mais non responsables, sans idéologie directrice élaborée [...] ni volonté de mobilisation intensive ou extensive, sauf à de rares moments de leur développement ».

3. Voir Ernest GELLNER (1991, 1993), en particulier pour la seconde référence, le chapitre inaugural « Flux and reflux in the faith of men ». Michel Seurat avait employé cette notion dans son célèbre article « Le quartier de Bab Tabbane à Tripoli (Liban). Étude d'une 'Assabiya urbaine' » ; texte republié dans Michel SEURAT (1985). Olivier ROY (1994), développant, dans un article fécond, le concept néo-khaldunien de « *açabiyya* moderne », analyse le fait tribal à l'aune de la « retraditionalisation ».

4. Alors que le régime a organisé, depuis la « reprise du processus de démocratisation » en 1995, quatre scrutins présidentiels, trois référendums et trois élections législatives et locales, tous favorables aux gouvernants, il n'a permis aucun sondage politique indépendant de se faire.

5. Entretien, Tébessa, 28 avril 2002.

6. L'alors concessionnaire de la firme sud-coréenne LG en Algérie s'est porté « candidat indépendant » aux législatives du 30 mai 2002 à Tébessa.

7. Pluriel de 'arsh ; étymologiquement, le terme signifie trône.

8. Sur l'analyse marxiste en anthropologie, voir Maurice GODELIER (1973) et William ROSEBERRY (1997).

9. Ernest Gellner développe cette thèse ailleurs, voir GELLNER (1969a, 1972, 1993). Pour une critique pénétrante de cette thèse, voir Talal ASAD (1986) et Sami ZUBAIDA (1995).

10. À la suite des découpages administratifs opérés par l'État algérien indépendant, on rencontre désormais la « tribu » des Awlad R'chach, qui a donné son nom à une *daïra* (la sous-préfecture « Ouled Rechaïch »), dans la wilaya de Khenchla à l'est du département de Tébessa. Aussi, à Khenchela, les Awlad R'chach sont appelés les Nememsha (observation directe).

11. Pouvoirs miraculeux. Sur les saints et la *baraka*, lire Jacques BERQUE (1978), Clifford GEERTZ (1992), Ernest GELLNER (1970).
12. Circulaire du 17 septembre 1844, citée par Xavier YACONO (1953 : 124, n. 1).
13. Sur cette période, on consultera avec profit l'ouvrage important de l'historienne Annie REY-GOLDZEIGUER (1977 : 442-547).
14. Unité de base du « caïdat ».
15. À la fin 1870, 372 tribus forment 667 « douars-communes », encore ne leur conserve-t-on pas le nom de la tribu-mère (BERQUE 1986 : 224, n. 80).
16. Constantinois, activiste de l'OS (organisation secrète) réfugié dans l'Aurès, membre fondateur du FLN, chef de la Wilaya II historique (nord-constantinois), colonel de l'armée de libération nationale (ALN), ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).
17. Natif d'Arris (Aurès), chef de file des partisans de la lutte armée, membre fondateur du FLN, il est le premier de la Wilaya I historique. Emprisonné en 1955, il parvient à s'évader avant de trouver la mort en mars 1956, victime de l'explosion d'un poste émetteur piégé tendu par l'armée française.
18. Traduit de l'arabe et cité par Gilbert MEYNIER (2002 : 393).
19. Entretiens avec Mouloud Hamrouche (ancien cadre dirigeant du Parti, secrétaire général de la Présidence et chef du gouvernement des réformes), Alger, 2005.
20. Entretiens avec Abdallah Hafdallah (commissaire du FLN), Bouguerra Fodhil (cadre influent du FLN, entrepreneur, ci-devant commissaire du Parti à Laghouat), Toumi Sakher (ancien moudjahid, avocat arabisant, président de la Délégation exécutive de la Wilaya, cadre local du RND), Ibrahim Naoui (secrétaire-adjoint de la *muhâfadha* du FLN à Tébessa), Amor Traïya (élu FLN à l'Assemblée populaire de la Wilaya de Tébessa, huissier de justice, candidat malheureux aux sénatoriales de 2004), Ismaïl Brakti (élu local FLN : 1997-2002).
21. Shaykh Sh'bûki, né en 1915 à Chréa, après des études à la *zaytûna*, il enseigne la *shari'a* dans les écoles de l'association des oulémas, milite au PPA puis au FLN. Auteur de plusieurs poèmes patriotiques, il est considéré à Tébessa comme un intellectuel et un grand notable. Shaykh Sh'bûki est décédé en juin 2006.
22. La puissante famille Ben Gaba avait, on l'a vu plus haut, fournit plusieurs caïds au *makhzen* colonial.
23. Constantinois, Abdelhamid Mehri (1926-2012), a été tour à tour membre du Comité central du MTLD (1953-1954), représentant du FLN en Syrie (1955-1956), membre du CNRA (1956-1958), ministre du GPRA (1958-1961), secrétaire général du ministère de l'Enseignement secondaire (1965-1976), membre du Comité central du FLN en 1979 et ambassadeur dans les années 1980.
24. La « Plate-forme pour une solution politique et pacifique à la crise algérienne » est consultable sur le site d'information <www.algeria-watch.org>.
25. Abderrahmane Belayat et Abdelkader Hadjar, les deux exécutants du « complot scientifique », ne sont pas en reste : le premier, qui entre au gouvernement en juin 1997, obtient le portefeuille du ministère de l'Équipement ; le second décroche le poste très convoité d'ambassadeur après un bref passage à la tête de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée populaire nationale. Pour une sociologie de la députation de 1997/2002, voir HACHEMAOUI (2003).

26. Ancien officier de la *wilaya* IV historique, a été ministre de la Justice sous Boumedienne et des Finances sous Chadli.

27. Le collège des prétoriens, après la démission (avec préavis) du président Liamine Zeroual en septembre 1998, organise une élection présidentielle en avril 1999. Outre Abdelaziz Bouteflika, six autres candidats sont en lice dont Hocine Aït Ahmed, Mouloud Hamrouche et Ahmed Taleb. Ces derniers, constatant que l'Administration est au service du candidat de l'Armée, se retirent en bloc la veille du scrutin, laissant Abdelaziz Bouteflika seul en lice. Le candidat du collège des prétoriens n'en obtiendra pas moins un plébiscite avec plus de 76 % des suffrages.

28. Si Bouteflika est originaire de l'Ouest, Ali Benflis et Mohamed Cherif Messaadia sont issus, eux, de l'est du pays.

29. Je prends ici le contre-pied de la thèse développée par des politistes comme William QUANDT (1998) et Marsha PRIPSTEIN POSUSNEY (2005 : 94).

30. Ali Benflis, né en 1944 à Batna, est issu d'une famille prospère de la tribu des Awlād Shlīh. Avocat, procureur de la République et membre fondateur de la ligue algérienne des droits de l'homme (créée par le ministre de l'Intérieur El Hadi Khediri en 1987), il entre au gouvernement au lendemain des émeutes d'octobre 1988 et occupe le poste régalien de ministre de la Justice entre novembre 1988 et septembre 1991. Membre du Bureau politique du FLN dans les années 1990, il est directeur de campagne électorale du candidat Abdelaziz Bouteflika, puis directeur de cabinet de la Présidence. Chef du gouvernement depuis août 2000, Ali Benflis est intronisé secrétaire général du FLN en septembre 2001. Ali Benflis, limogé par le président en mai 2003, est battu à l'élection présidentielle d'avril 2004 en dépit du soutien que lui apporte le « clan » — hostile à la reconduction de Bouteflika — du chef d'état-major de l'armée, le général Mohammed Lamari (HACHEMAOUI 2004).

31. Enfants de combattants de la guerre de libération nationale.

32. Le général Abdelmajid Cherif est le fils du colonel Mahmoud Cherif, ancien officier de l'armée française, militant de l'UDMA, client du triumvir Krim Belkacem qui le coopte à la tête de la *wilaya* I historique et le nomme ministre de l'Armement du premier GPRA. Le général Abdelmajid Cherif est par ailleurs le beaufrère du général Liamine Zeroual (chef de l'État entre janvier 1994 et avril 1999). Abdelmajid Cherif a été imposé au dernier moment à la place du *muhâfedh* de Tébessa de l'époque, M. Bouguetf, qui occupait initialement la première place de la liste FLN. Suite à cette élimination, Bouguetf, Nemûshi de la fraction des Brârsha, s'est présenté en « candidat indépendant » et, n'étant la fraude électorale — opérée ici comme ailleurs en faveur du RND la machine électorale du pouvoir prétorien —, ce dernier aurait, à en croire la version du microcosme politique local, remporté son siège. Sur Mahmoud Cherif, voir MEYNIER (2002).

33. Bouguerra Soltani, prédicateur et enseignant à l'Université islamique de Constantine, a été aligné par le FIS à Tébessa aux législatives qui devaient, initialement, se tenir en juin 1991. Bouguerra Soltani rejoint le Hamas de Mahfoudh Nahnah après l'arrestation — subséquente à la « grève générale » de juin 1991 — des dirigeants du FIS. Bouguerra Soltani, membre dirigeant d'un parti qui soutient le régime prétorien après le coup d'État de janvier 1992, est coopté au sein du Conseil national de transition, une sorte de « parlement désigné » (1994-1997). Élu aux législatives de juin 1997, Bouguerra Soltani entre au gouvernement et occupe successivement les postes de ministre de la

PME, de la Pêche, de la Sécurité sociale, puis ministre d'État. Bouguerra Soltani prend la tête du mouvement HMS après le décès, en juin 2003, du fondateur du parti : le *shaykh* Mahfoudh Nahnah. Bouguerra Soltani, en difficultés au sein de son parti, perd son poste de ministre d'État au début du troisième mandat présidentiel de Bouteflika.

34. Entretien du 28 mai 2002.

35. Observation directe.

36. Le document, remis sous le sceau de l'anonymat par un fonctionnaire d'une institution étatique, est reproduit dans Mohammed HACHEMAOUI (2004 : vol. 2, Annexes).

37. *Ibid.*

38. Entretien anonyme, 2003. L'ouvrage en question est celui de Pierre CASTEL (1876).

39. Plusieurs acteurs-clés locaux, dont les islamistes, ont recommandé à l'auteur la lecture de ce livre.

40. Entretiens anonymes avec trois chefs de daïras de la wilaya de Tébessa, Alger, 2007.

41. Ibrahim Naoui, secrétaire du commissariat (*amîn* de la *muhâfadha*). Entretien du 22 mai 2002.

42. Le *muhâfedh* a démissionné au lendemain des législatives de mai 2002. Nous y reviendrons.

43. Entretiens anonymes, Tébessa, octobre 2002, décembre 2003.

44. Littéralement sac ; le mot renvoie à l'argent sale.

45. Observation directe.

46. Fils du *shaykh* al Bashîr al Ibrâhimî — figure de proue du réformisme et successeur, à la tête du Mouvement des Oulémas algériens, du *shaykh* Abdu al Hamîd Ibn Bâdîs —, Ahmed Taleb a été membre fondateur de l'UGEMA (l'Union générale des étudiants musulmans algériens) en 1955, médecin, bilingue. « Intellectuel organique », le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi a été ministre de l'Éducation nationale de 1965 à 1970, de l'Information et la Culture de 1970 à 1977, puis ministre-conseiller du président de 1977 à 1983. Ministre des Affaires étrangères (1983-1988) et membre du BP du Parti de 1980 à 1988, Ahmed Taleb Ibrahimi s'est porté candidat à l'élection présidentielle de 1999 avant de se retirer, avec cinq autres candidats, la veille du scrutin pour dénoncer le soutien de l'Administration au candidat de l'Armée Abdelaziz Bouteflika. Le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi a créé Wafa (fidélité), un parti politique que le ministère de l'Intérieur refuse d'agréer.

47. Ph. D en sciences de l'éducation de la London University. « Ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la Famille et de la condition de la femme » de juin 2002 à septembre 2003. Membre du Comité central du FLN de Benflis depuis janvier 2003. Entretiens, Alger, 2004.

48. Formé à la *zaytûna*, rédacteur en chef du journal *al mudjâhid*, l'organe arabophone du FLN, de 1956 à 1962. Professeur de philosophie à l'Université d'Alger. Il est le parent de Lazhari Chriet : un chef maquisard du terroir condamné et exécuté, lors du procès de Touboursouk de juillet 1957, par le colonel Mahmoud Cherif (Meynier 2002 : 393).

49. Le « BTS » n'est pas un groupe ethnique soudé par une *açabiyya*. La politique invalide cette lecture khaldunienne : si les généraux en retraite Khaled Nezzar et Hocine Benhadid (Batna) s'opposent, lors de l'élection présidentielle de 2004, à la reconduction de Abdelaziz Bouteflika, les généraux en retraite Mohamed Attaïlia (Guelma) et Abdelmajid Cherif (Tébessa) soutiennent, eux, le président sortant.

50. Ce dernier est cependant originaire de Barika dans le Hodna (département de M'sila) et non de Tébessa.
51. Société à responsabilité limitée.
52. Observation directe.
53. Entretien, Tébessa, 29 mai 2002.
54. Entretien, Alger, 2001.
55. Voir photos du *meeting* dans HACHEMAOUI (2004).
56. La littérature sur le clientélisme est riche : pour une présentation du débat, voir GELLNER & WATERBURY 1977 ; SCHMIDT 1977 ; LECA & SCHEMEIL 1983 : 456-494 ; BRIQUET 1998 ; PIATTONI 2001 : chap. 1 ; RONIGER 2004 : 353-375).
57. Mohamed Tahar Bouguetf aurait en effet rejoint le Mouvement national pour la continuité et le développement, le parti créé au lendemain de l'arrivée de Bouteflika au pouvoir, par le général-major en retraite Mohammed Attaïlia ; l'adjoint de celui-ci, Abdelmajid Bouguoffa, n'étant autre que le parent par alliance de l'ancien *muhâfedh* du FLN.
58. Le patron de cette « Coordination », Amar Saïdani (longtemps *muhâfedh* du FLN à El Oued) a été coopté président de l'Assemblée populaire nationale après la démission de Karim Younes au lendemain de l'élection présidentielle du 8 avril 2004. Amar Saïdani est écarté en 2007, des soupçons de corruption pesant sur lui.
59. Tébessa, le 23 mai 2002.
60. Youks, entretien du 25 mai 2002. Mohamed Tahar Bouguetf est de Youks précisément. Dans ce village de plus de 12 000 habitants, 80 % seraient des Nememsha à en croire la « cartographie tribale » établie par le général Abdesselam Bouchareb.
61. Observation directe.
62. Mouldi Guahfaz, Alger, entretien du 19 octobre 2002.
63. Affairistes fortunés.
64. À l'occasion du 3 mai, journée internationale de la liberté de la presse.
65. À titre de comparaison, le parti du chef du gouvernement n'a déployé, le jour du scrutin, que 74 contrôleurs, soldés 1 000 à 1 500 DA/jour (10 à 15 euros).
66. Observation directe.
67. Le milliardaire Djillali Mehri, qui a déposé un dossier de candidat de liste d'indépendants pour les législatives du 30 mai 2002, a essuyé le refus du ministère de l'Intérieur (HACHEMAOUI 2003).
68. Entretien, Alger, 2002.
69. Entretien, Alger, 2002.
70. Mohammed Djemii, s'il a perdu la représentation de la firme LG en Algérie, a su en revanche se faire réélire lors des législatives de mai 2007. L'Assemblée populaire nationale, dans laquelle Djemii occupe le poste convoité de viceprésident, a introduit dans le projet de loi de finances 2011 une disposition légalisant derechef l'importation de la fripe. Mohamed Tahar Bouguetf, qui n'a pu obtenir la députation avec la « liste LG » en 2002, a eu plus de chance aux législatives de 2007... avec la liste du FLN.
71. 123 listes de candidats se sont présentées au niveau national.

72. Voir les résultats donnés par le Conseil constitutionnel le 3 juin 2002 sur le Journal officiel n° 40, 12 juin 2002.

73. Mohamed Lamari (décédé en février 2012), chef d'état-major (entre juillet 1993 et août 2004), est un « DAF » (déserteur de l'armée française) qui a rallié l'armée de libération nationale en 1961. Son groupe comprend entre autres : le général-major Khaled Nezzar (ministre de la Défense entre juillet 1989 et juillet 1993), « DAF » qui a rejoint l'ALN en 1958 ; le général-major Fodil Bey Cherif, chef de la première région militaire (février 2001-août 2004) qui a quitté l'armée française en 1964. Le « clan » de Bouteflika comprend pour l'essentiel : Nourredine Zerhouni, ancien du MALG, colonel de la SM et ambassadeur, ministre de l'Intérieur depuis décembre 1999 ; Chakib Khelil, ancien cadre de la Banque Mondiale proche des milieux pétroliers nord-américains, ministre de l'Énergie depuis décembre 1999 et patron en parallèle de la Sonatrach entre 2001 et 2003. Anciens amis, tous les trois sont originaires de la région de Nédroma (Tlemcen) (HACHEMAOUI 2004 ; WERENFELS 2007). Indicateur qui trahit le déclin d'un président malade et finissant face à l'omnipotence de la police politique : le limogeage, lors du remaniement gouvernemental du 28 mai 2010, de Chakib Khelil et de Nourredine Zerhouni, le premier perdant le ministère de l'Énergie, le second celui de l'Intérieur (HACHEMAOUI 2011).

74. Observation directe.

75. Hachemi Bekhouche, communication personnelle, Tébessa, mai 2004.

76. Tébessa, entretien du 13 octobre 2002.

77. Mohamed Djemii, Alger, entretien du 19 octobre 2002.

78. Observation participante.

79. La direction centrale du FLN, tenue par Ali Benflis, a dû, quatre mois avant le scrutin présidentiel du 8 avril 2004, rappeler le vieux routier Hafdhallah pour écarter le « clan » du député Bouziane, dirigeant la *muhâfadha* depuis l'été 2002, ce dernier soutient ouvertement le « candidat-président » Abdelaziz Bouteflika.

80. À titre de comparaison, l'usage du titre *shaykh* s'est considérablement répandu dans l'Algérois durant les années FIS. Le vocable, avec la montée de l'islamisme, ne désigne plus le maître de la *zawiya* ou le hiérarque de la tribu mais les dirigeants du FIS. Le titre de *shaykh*, sacre cognitif de l'affairisme et de la corruption oblige, a cédé la place, dans l'Algérois, à celui de *sh'riki*. Dérivé de *sharika* (entreprise), l'adjectif *sh'riki* désigne le partenaire en affaires.

81. Observation directe.

82. Observation directe.

83. Observation participante.

84. Environ 12 euros.

85. Entretien, El Ouenza, 18 mars 2004.

86. El Ouenza, 22 mars 2004 vers 14 h 00.

87. Sur l'histoire de la cité, voir Gilbert GRANDGUILLAUME (1976).

88. Sur le *makhzen*, voir Abdallah HAMMOUDI (1997), Rémy LEVEAU (1976), Mohamed TOZY (1999), John WATERBURY (1975).

89. Le mot *harka* désigne étymologiquement le mouvement. Sur la symbolique de la *harka*, voir Clifford GEERTZ (1986).

90. Observation directe.

91. « *Tébessa y'lemha meddâh wa y'fereq'ha bendîr.* »

RÉSUMÉS

Résumé

Pourquoi après plus d'un siècle chargé de ruptures allant de l'écroulement du *makhzen* turc à la colonisation de peuplement, de la désagrégation de la tribu à la dépossession foncière, de la domination coloniale au triomphe du nationalisme, de la « révolution socialiste » à la *umma*, le fait tribal s'avère-t-il aussi prévalent dans l'Algérie de Bouteflika ? Comment expliquer la « résurgence » de ce tribalisme dans un pays qui a subi la déstructuration communautaire de beaucoup la plus profonde d'Afrique du Nord ? Avons-nous affaire à une tenace rémanence du tribal ou au réveil d'un tribalisme dormant ? Si certains sujets s'épuisent une fois défrichés, d'autres exigent à l'inverse d'être régulièrement revisités. La problématique des rapports tribus *versus* États appartient à cette seconde catégorie. Une double thèse commande l'économie de ce texte. La perspective interprétative, prenant le contrepied des assumptions véhiculées par les paradigmes dominants, entend démontrer, d'abord, la prégnance du tribalisme sans tribu. L'analyse, allant au-delà des métonymies théoriques, s'emploie à montrer, ensuite, la prévalence du clientélisme politique et de la corruption électorale ; l'hybridation des trois répertoires présidant à la fabrique du politique en situation autoritaire.

Abstract

Why, after more than a century of breaking off—from the collapse of the Turkish *Makhzen* to the colonization of settlement, from the disintegration of the tribe to land dispossession, from colonial domination to the triumph of nationalism, from socialism to islamism—has the tribal fact proven to be of such importance in Bouteflika's Algeria? How can we account for this “resurgence” of tribalism in a country whose various communities have suffered from by far the greatest degree of destruction in North Africa? Are we dealing with a tenacious persistence of the tribal or with the awakening of a dormant tribalism? If certain subjects are easily exhausted once touched, others demand on the contrary to be regularly revisited. The problem of tribal relations with the state belongs to this second category. This text proposes a dual thesis: the interpretative perspective, opposing itself to the assumptions put forth by the dominant paradigms, is used first to demonstrate the salience of tribalism without the tribe. The analysis then goes on, surpassing theoretical metonyms, to show the prevalence of political clientelism and electoral corruption, the hybridization of the three repertoires presiding over the fabrication of politics under authoritarianism.

INDEX

Mots-clés : Algérie, autoritarisme électoral, clientélisme politique, corruption électorale, état-société, tribu, tribalisme

Keywords : Algeria, Electoral Authoritarianism, Political Clientelism, Electoral Corruption, State-Society, Tribe, Tribalism

AUTEUR

MOHAMMED HACHEMAOUI

Université Paris 8, Paris ; IREMAM, CNRS, Université de Provence, Aix-en-Provence.